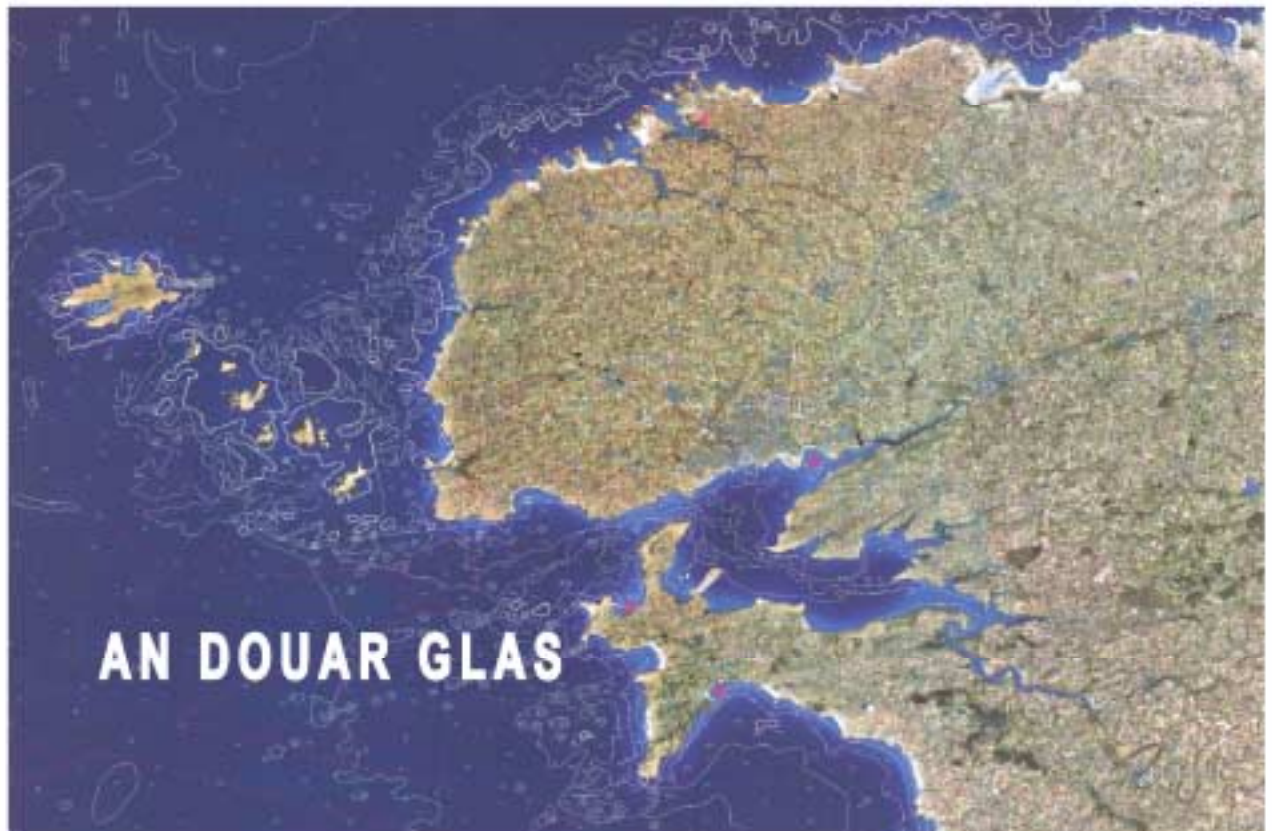


G E S T I O N I N T E G R E E D U L I T T O R A L

Pays de Brest, pays maritime



Dossier de candidature à l'appel à projets de la Datar
et du Secrétariat Général de la Mer



le 15 Avril 2005

FICHE D'IDENTIFICATION

Région de BRETAGNE
Département du Finistère
Pays de BREST

Porteur du Projet

Association des Communautés du Pays de BREST
Association type loi 1901, dont les membres sont les 7 Communautés du Pays de Brest.

Les partenaires principaux

L'État, le Conseil Régional, le Conseil Général, l'Université de Bretagne Occidentale, IFREMER, le Conseil de Développement, les Communautés du Pays de Brest.

L'intitulé du projet

En conformité avec les principes généraux sur la protection du milieu marin et du littoral, le projet a pour objet d'établir une proposition de **cadre commun pour la gestion intégrée des zones côtières du Pays de Brest** et de renforcer à cette fin la coopération entre les acteurs : charte d'objectifs, plan d'actions, protocole de coopération renforcée.

Date de démarrage : avril 2005

Fin du projet : été 2006

Coordonnées des institutions et personnes à contacter

Maître d'ouvrage

Association des Communautés du Pays de Brest
24, rue Coat-ar-Gueven
29200 BREST
☎ 02-98-33-51-43 Fax : 02-98-33-51-69
E-mail : mickaele.le-bars@brest-metropole-oceane.fr

Président

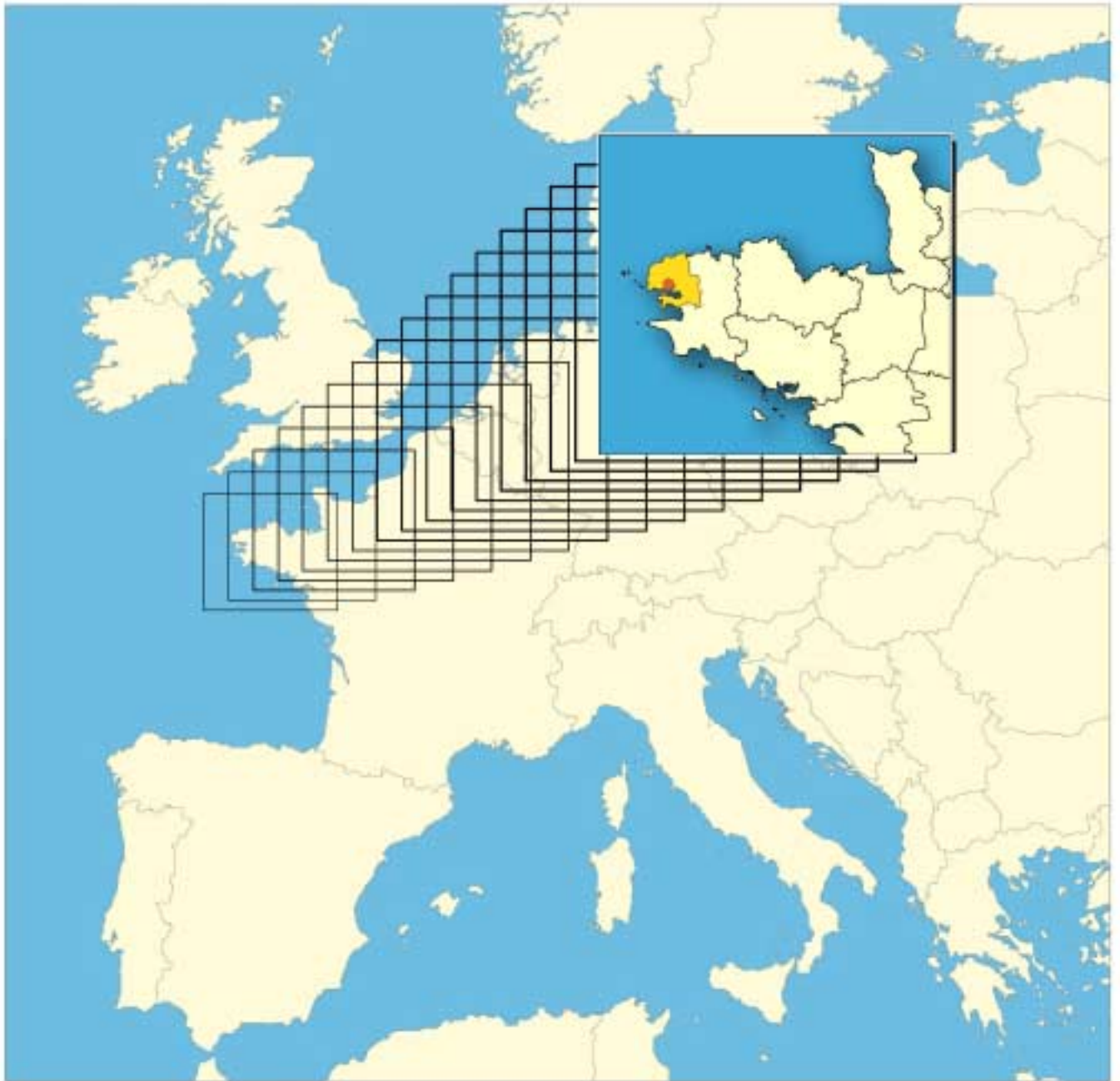
M. André TALARMIN

Chargée de mission

Mme Mickaële LE BARS

Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Brest :

Directeur : M. Guy LAMANDÉ
☎ 02-98-33-51-71 Fax : 02-98-33-51-69
E-mail : guy.lamande@adeupa-brest.com



Le Pays de Brest

LE TERRITOIRE DU PROJET

Présentation du territoire : AN DOUAR GLAS : le territoire **vert** et **bleu**

État des lieux, chiffres et données clés.

Le Pays de Brest est composé de six communautés de communes et de la communauté urbaine - Brest Métropole Océane. Il regroupe 89 communes et 374 000 habitants pour une surface de 1 590 km² avec une densité de population de 222 habitants par km².

Avec ses 350 km de linéaire côtier, la dimension maritime du Pays de Brest est l'une de ses caractéristiques fondamentales. Une telle façade maritime fait du Pays de Brest, l'un des plus importants dans ce domaine en France. S'agissant de la bande littorale terrestre (d'une largeur moyenne de 1,5 km), 55 communes sont concernées et elle totalise une surface de 510 km².

Le Pays de Brest présente une très grande diversité de milieux maritimes et littoraux. Bois, landes littorales, zones humides, étangs, rivières, vasières et prés salés, falaises, dunes, îles et îlots détiennent une très grande richesse floristique et faunistique. On peut en effet recenser 5 ZICO (Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux), 80 ZNIEFF (Zones naturelles d'Intérêt écologique, Faunistique et Floristique) de type I (définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares) et 7 de type II (caractérisés par des grands ensembles naturels riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes), 12 sites "Natura 2000", etc. Ce patrimoine unique est un élément clé de l'identité du Pays qui contribue très largement à la qualité de vie des résidents. C'est aussi un facteur d'attractivité économique important, notamment touristique.

Le littoral du Pays de Brest présente également de nombreuses plages dont certaines abritées offrent ainsi une sécurité idéale aux enfants, des unités touristiques en développement, 5 ports (environ 2 500 places) et plus de 4 000 mouillages autorisés, des îles reconnues pour leur valeur patrimoniale, une armature urbaine favorable aux échanges, des activités traditionnelles reconnues et modernisées, des infrastructures qui favorisent les échanges entre les territoires.

Ces prédispositions ont entraîné un développement important de l'urbanisation littorale et accéléré son développement.

Ainsi, au cours des trente dernières années, le littoral du Pays de Brest a connu un développement fondé sur son attractivité résidentielle et touristique. En effet, l'analyse de l'évolution de l'occupation des sols entre 1977 et 2000 nous montre une progression de + 134 % de l'habitat. La population résidant dans les communes littorales s'accroît donc régulièrement et représente en 2003 près de 50 % de la population locale. Aujourd'hui sur certaines communes littorales, les résidences secondaires occupent plus de la moitié du parc de logement.



Le Pays de Brest - Zones urbanisées

Plusieurs axes de développement structurent l'urbanisation du Pays de Brest dont le plus important correspond au bassin d'emploi de l'agglomération brestoise. L'originalité de la structure urbaine du Pays réside dans un maillage de pôles dynamiques voisins de Brest, qui ont su garder un rôle important et qui connaissent depuis quelques années un fort développement. **Le littoral du Pays de Brest présente donc une urbanisation multipolaire avec de fortes densités de populations.**

Mais la disposition de tels atouts a aussi son revers. Cette dynamique, facilitée par une démarche soutenue et une disponibilité foncière, n'a pas poussé à une recherche systématique d'optimisation de la gestion des ressources.

L'appropriation individuelle du littoral (pour la réalisation de plus values sur les terres agricoles ouvertes à l'urbanisation, pour des rentes d'usage et financières pour les propriétaires de résidences secondaires ou encore pour la multiplication d'équipements touristiques) est une caractéristique majeure des logiques dominantes sur le territoire, au détriment des activités traditionnelles liées à ces espaces.

L'activité agricole est repoussée vers l'hinterland, la conchyliculture et l'aquaculture ne peuvent se développer faute de place sur les estrans et enfin, les bateaux de pêche cèdent peu à peu place à la plaisance.

De même, la richesse patrimoniale de certains espaces peut être remise en question: la dégradation de la qualité des eaux, la banalisation des espaces naturels et la fermeture progressive des milieux les plus fragiles illustrent le manque de gestion globale.

Certes, le développement est nécessaire, cependant, il doit s'opérer dans le respect de l'ensemble des activités présentes sur le littoral. Aujourd'hui, la multiplication des conflits d'usage observée sur les estrans reflète le manque d'organisation et de planification dans le développement des trente dernières années.

JUSTIFICATION DU PÉRIMÈTRE

Le Pays de Brest : un pays maritime...

Le Pays s'impose, selon la Loi Voynet du 25 juin 1999, comme "un territoire cohérent et homogène sur les plans géographique, historique, culturel, économique et social". Outil visant à promouvoir le développement durable (notamment au moyen de sa charte de développement et de son approche supra communale et supra intercommunale), le Pays est devenu un espace de gestion et d'élaboration de projets communs et le symbole de la solidarité entre les territoires.

La dimension originale conférée à certains Pays par leur localisation littorale a conduit à l'émergence récente du concept de "Pays maritime" afin de répondre aux problématiques spécifiques auxquelles est confronté ce type de territoire par un développement cohérent, privilégiant une approche globale des milieux. L'ambition est de développer l'articulation entre les espaces urbains, ruraux, maritimes et les interfaces portuaires.

Le Pays maritime est un outil permanent de gestion intégrée du littoral, constituant un cadre approprié de réflexion et d'aménagement spécifiquement adapté au renforcement des solidarités entre mers bordières, bandes côtières et "arrière-pays" littoraux pour aborder les multiples enjeux les concernant.

...s'appuyant sur une forte structuration intercommunale.

Le Pays de Brest est composé de six communautés de communes (la Communauté de Communes du Pays d'Iroise, la Communauté de Communes de Plabennec et des Abers, la Communauté de Communes du Pays de Lesneven et de la Côte des Légendes, la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, la Communauté de Communes de l'Aulne Maritime et la Communauté de Communes de la Presqu'île de Crozon) et de la Communauté Urbaine - Brest Métropole Océane. Le périmètre du Pays englobe les sept périmètres respectifs des communautés et la démarche qui les rassemble est une démarche volontaire, réfléchie et pragmatique. Le territoire du Pays est un territoire pensé et vécu, s'appuyant sur une dimension culturelle, une identité commune et des solidarités actives.

En signant le protocole de coopération le 10 mars 1995, les Présidents des communautés ont affirmé leur volonté de développer l'intercommunalité sur ce territoire et d'œuvrer ensemble en s'appuyant sur la cohérence des stratégies, la complémentarité des actions et la solidarité. Une forte culture de coopération locale réunit donc au sein du Pays de Brest des communautés expérimentées et organisées (la plus ancienne étant la Communauté Urbaine - Brest Métropole Océane créée en 1974).

Dans le cadre de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire du 25 juin 1999, les communautés ont décidé d'officialiser leur union en créant l'"Association des Communautés du Pays de Brest" le 20 janvier 2000. L'Association a pour but :

- ♦ de développer la réflexion, la coordination et l'interaction dans les domaines de l'aménagement de l'espace, du développement économique, de l'action touristique, de la protection de l'environnement et du cadre de vie pour un aménagement et un développement concertés, cohérents et solidaires du territoire de compétences
- ♦ d'élaborer des propositions communes dans ces domaines,
- ♦ de soutenir ces projets auprès de l'Etat et des autres collectivités afin de concourir à leurs réalisations,
- ♦ de permettre tout échange d'informations sur les problèmes concernant les communautés,
- ♦ de renforcer les liens entre les communautés.



Les communautés du Pays de Brest

Cette officialisation concrétise les ambitions des communautés qui souhaitent travailler de concert sur les différents thèmes précédemment abordés.

Afin de préciser ses ambitions de développement, le Pays de Brest a décidé d'élaborer sa charte de développement. Elle traduit les enjeux majeurs et les orientations principales du territoire, et l'un des axes présentés dans la charte a pour objectif de préserver la richesse écologique du littoral, de maintenir les conditions de préservation de ce milieu tout en maîtrisant les impacts et les risques issus des activités humaines sur le milieu.

Conformément à la loi Voynet, le Pays s'est également doté d'un Conseil de Développement composé de représentants du monde économique, syndical, social, associatif et d'experts qualifiés. Parmi les quatre groupes de travail dont il est constitué, le groupe "Gestion intégrée du Littoral" étudie plus particulièrement les problématiques liées au littoral.

Dans le cadre de l'aménagement intercommunal du territoire, un Schéma de Cohérence Territoriale est également en cours d'élaboration sur le périmètre du Pays de Brest regroupant les périmètres des sept communautés. Par délibérations concordantes, les communautés ont décidé de la création d'un syndicat mixte chargé dans un premier temps d'élaborer le SCOT puis d'en assurer le suivi.

Le Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale des communautés du Pays de Brest constitue donc une structure de coopération intercommunale *mise en place à l'échelle du Pays* qui participe à cette démarche cohérente de gestion intégrée des zones côtières.

Éléments de l'état initial de l'environnement du Pays de Brest justifiant l'intérêt d'une gestion intégrée des zones côtières

Le patrimoine naturel

La variété des substrats géologiques plutôt siliceux, des expositions, la douceur du climat, l'humidité, l'océan et l'influence des embruns salés sont à l'origine d'une très grande diversité de milieux maritimes et littoraux. Bois, landes littorales, zones humides, étangs et rivières, vasières et prés salés, falaises, dunes, îles et îlots détiennent une très grande richesse floristique et faunistique. Le territoire du Pays de Brest a la particularité d'abriter à la fois des espèces nordiques et méridionales, ce qui se traduit par des associations végétales originales. Le littoral, qui propose une grande diversité de milieux et des conditions climatiques particulières, concentre la plupart des espèces d'un grand intérêt botanique. Les estuaires abrités, les falaises, les îles et îlots accueillent un important effectif d'oiseaux marins sédentaires nicheurs ou migrateurs qui trouvent repos et nourriture. Des espèces animales rares et en voie de disparition, comme la loutre et le saumon, occupent les milieux aquatiques lorsqu'ils sont de bonne qualité.

Ce patrimoine unique est un élément clé de l'identité du Pays qui contribue très largement à la qualité de vie des résidents. C'est aussi un facteur d'attractivité économique important, notamment touristique. Cependant, cette biodiversité reste soumise à l'impact de l'homme : destruction des milieux naturels, régression du bocage, pollutions des sols et de l'eau, érosion, urbanisation... Elle est de ce fait l'objet de nombreux programmes d'inventaires, de protection, de restauration et de gestion.

Mais la connaissance des milieux marins est moins aboutie que celle des milieux terrestres. Elle nécessite des moyens plus lourds et plus difficilement accessibles au grand public. Le très grand nombre de mesures de protection différentes attachées tantôt à un espace déterminé tantôt à une espèce ainsi que le nombre d'intervenants rendent la gestion des milieux naturels parfois insuffisante.

Les milieux naturels littoraux sont très vulnérables. Ils sont très sensibles aux modifications de leur environnement par les pollutions terrestres et maritimes.

De plus, ces espaces particulièrement attractifs souffrent d'une fréquentation touristique mais aussi locale. La flore originale de certaines pelouses aérohalines situées au sommet des falaises sont menacées et remplacées par des espèces beaucoup plus banales. La population résidant dans les communes littorales s'accroît régulièrement et représente en 2003 près de 50 % de la population locale. Enfin, des espèces indésirables et envahissantes dans les dépressions arrière-dunaires ou sur les vases salées menacent la flore locale protégée.

Le paysage

Sur la côte, le littoral septentrional qui résulte de l'enfoncement progressif du plateau léonard sous la mer est bas et plat. Les fonds marins côtiers sont parsemés d'écueils. A l'ouest en revanche, de la pointe de Corsen à Brest et sur la presqu'île de Crozon, les falaises hautes sont dominantes. L'archipel de Molène est constitué d'un ensemble d'îlots émergeant sur un plateau sous-marin.

Les mouvements de la ligne de rivage sous l'impulsion des marées, la lumière sans cesse changeante et l'animation créée par l'avifaune et les bateaux renouvellent continuellement les sensations et participent à l'attractivité de ces paysages littoraux.

Mais ces icônes immuables vantées par les publicités touristiques sont aujourd'hui sérieusement atteintes par de grandes transformations récentes (modernisation de l'agriculture, nouvelles formes d'urbanisation, développement économique accompagné de la construction d'équipements industriels, commerciaux et touristiques ainsi que d'infrastructures lourdes de transport, et enfin avancées technologiques avec l'installation d'équipements tels que les relais téléphoniques et les éoliennes). Le décalage entre les nouvelles formes créées par ces transformations très importantes et très rapides et le paysage breton perçu comme traditionnel conduit à des difficultés de reconnaissance du territoire. La dégradation des paysages par l'urbanisation diffuse ou peu dense et sans qualité est très importante. Elle est particulièrement regrettable à proximité de grands sites paysagers tels que les abers.

La qualité des sites et paysages est remise en cause par une surfréquentation touristique, source de nombreux dysfonctionnements. Les espaces naturels littoraux, tel que les landes et les dunes, sont lacérés par une multitude de sentiers. Le stationnement des camping-cars et l'installation d'habitations légères de loisir à proximité de la mer génèrent une pollution visuelle.

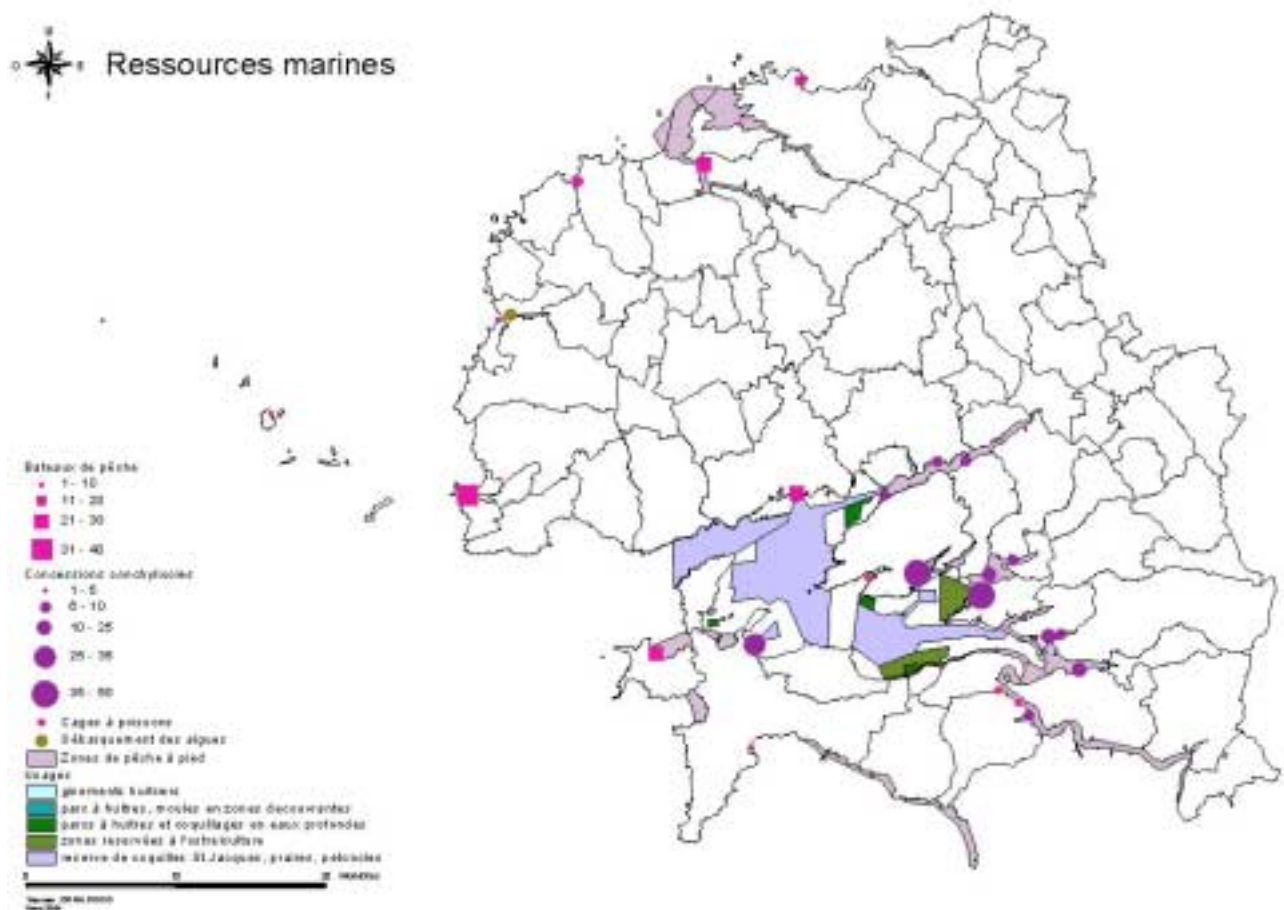
Prélèvements des ressources naturelles : les productions marines.

Le Pays de Brest contient de nombreuses zones de production conchylicole principalement situées dans la rade de Brest (82 concessions en 2003) et à l'embouchure des abers Benoît et Wrac'h. Le site des abers a une importance économique supérieure à celui de la rade.

L'exploitation des cultures marines concerne l'élevage des moules, des palourdes et des huîtres. Le banc coquiller de la rade de Brest comprend des gisements de coquilles St-Jacques, de praires et de pétoncles. Les onze autres bancs, plus restreints, ne contiennent que des huîtres et ne suscitent plus d'intérêt.

La composition de la flotte de pêche du Pays de Brest se caractérise par la diversité des types de navires et des métiers pratiqués : fileyeurs, ligneurs, caseyeurs, goémoniers...

La pêche récréative est une composante importante du tourisme littoral. Elle concerne la pêche à pied, à la ligne, sous-marine ou en bateau.



Le Pays de Brest : ressources marines

La récolte des algues se pratique sur le plateau marin de Molène et sur la frange littorale de la côte léonarde. Lanildut est le premier port mondial pour le débarquement des algues, suivi dans une moindre mesure par Plouguerneau.

Mais le prélèvement de ressources naturelles marines (notamment la conchyliculture) est fragilisé par les problèmes de qualité de l'eau. La pêche et la récolte des algues connaissent une surexploitation qui met en péril la ressource.

Diagnostic et enjeux

Diagnostic du littoral du Pays de Brest:

Le diagnostic est établi à partir d'une analyse de l'évolution de l'occupation des sols dans l'espace littoral, entre les années 1977 et 2000.

La situation en 1977 était caractérisée par un littoral morcelé avec un mitage de l'urbanisation et un développement des résidences secondaires; par une agriculture diversifiée en reconversion, un remembrement foncier et une spécialisation territoriale des modes d'exploitation : grandes surfaces cultivées au nord et polyculture au sud. Le milieu naturel était encore préservé (importance des landes et boisement) et l'emprise militaire était conséquente.

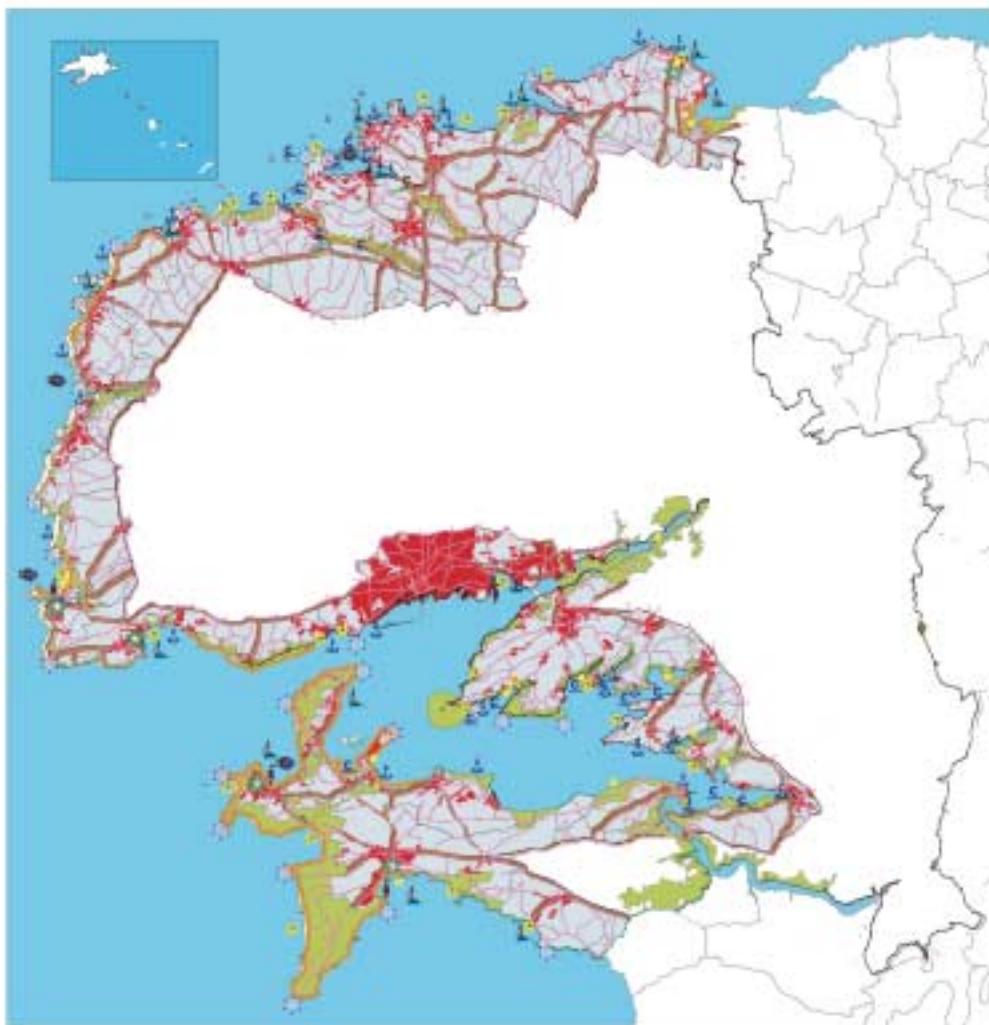
En 2000, le littoral est menacé par l'ampleur du phénomène de la périurbanisation et la densification des bourgs. L'agriculture intensive se traduit par le développement des cultures hors sol sous serres et les grandes cultures au nord. La pression touristique s'intensifie, essentiellement par le tourisme de proximité : activités nautiques, plaisance, camping, caravaning, résidence secondaires. L'augmentation des surfaces urbanisées et des équipements touristiques accroissent la fragmentation des milieux naturels. Enfin, le constat d'un environnement dégradé résulte des pollutions diffuses, de la sur-fréquentation de certains sites, de la diminution de la biodiversité liée notamment à l'abandon de l'agriculture sur certains secteurs.

La périurbanisation n'a pas épargné la zone littorale au cours des 25 dernières années, et s'y est plutôt largement développée, favorisée par une bonne accessibilité en temps. L'espace littoral est devenu un lieu de développement privilégié pour le tourisme, l'habitat et les loisirs. Les conflits d'usage ont souvent tourné au détriment de l'agriculture et des espaces naturels.

Toutefois il semblerait que la prise de conscience collective des enjeux environnementaux ait permis de sauvegarder quelques zones naturelles en les protégeant de leur succès.

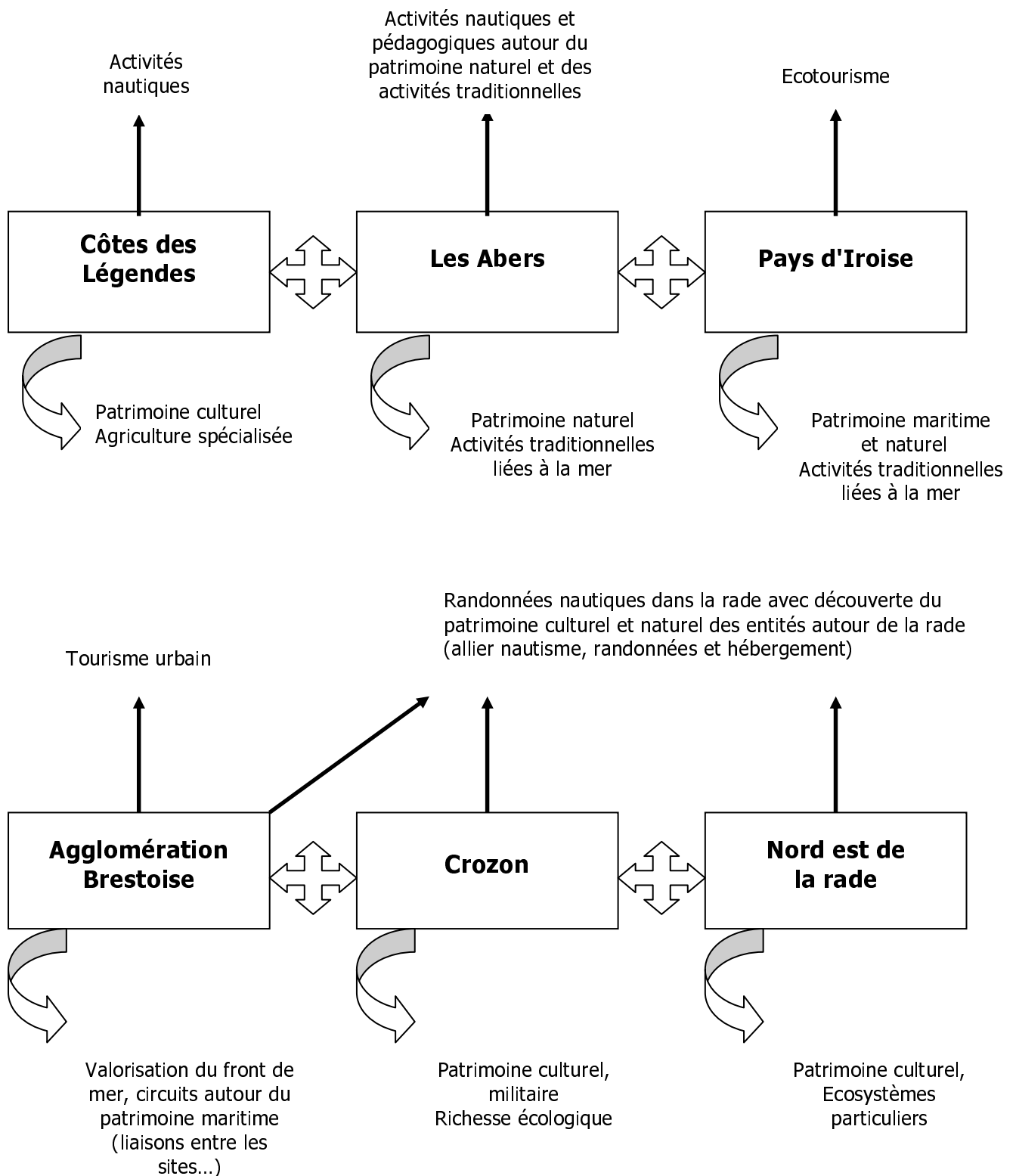
Au vu de ces éléments (un espace flou aux concurrences multiples présentant un patrimoine naturel d'une qualité exceptionnelle mais dont la gestion reste atomisée), trois enjeux essentiels sont à mettre en avant :

- ⇒ **Maintenir et renforcer les facteurs de qualité de domaines naturels exceptionnels**
- ⇒ **Fixer les objectifs d'un développement raisonné des activités et des usages (habitat, métiers, tourisme...)**
- ⇒ **Donner un sens opérationnel au concept de Gestion Intégrée des Zones Côtières**



Le Pays de Brest : synthèse de l'analyse de la zone littorale

Relations diagnostic / enjeux par sous-ensembles territoriaux



PLUS GLOBALEMENT LES GRANDS ENJEUX DE LA GESTION INTÉGRÉE DU LITTORAL DU PAYS DE BREST SE SITUENT SUR TROIS PLANS :

⇒ UN ENJEU EUROPEEN ET NATIONAL

Le pays de BREST, à vocation maritime, est le siège de fonctions stratégiques majeures : la préfecture maritime de l'Atlantique, le CROSS CORSEN et le rail d'Ouessant, le complexe industriel naval civil et militaire, les aéroports civil et aéronaval associés au RADAR de Bretagne, la réserve mondiale de biosphère de la mer d'IROISE, le pôle de compétitivité SEA-NERGIE (dans les cinq premiers mondiaux) etc.

Le renforcement et le développement de fonctions stratégiques de premier plan doit prendre en compte les espaces naturels et urbanisés sur lesquels ils se situent. Inversement les actions de valorisation et de développement de ces espaces doivent être compatibles avec ces enjeux.

⇒ UN ENJEU REGIONAL

Le développement de l'attractivité globale du pays de BREST est un enjeu majeur pour la Bretagne. Le PASER et le schéma régional en font une priorité. Cette attractivité repose en grande partie et de manière croissante sur la qualité exceptionnelle des espaces maritimes et littoraux, ainsi que celle des équipements et services qu'ils offrent. Tout déséquilibre dans les processus de développement durable conduirait à des atteintes graves à ce cadre de vie et affaiblirait l'attractivité du territoire gravement.

⇒ UN ENJEU TERRITORIAL

Entre les velléités de sanctuarisation et les pressions incontrôlées de l'urbanisation, le pays de BREST peut faire de son littoral un véritable laboratoire de développement durable, en s'appuyant sur ses atouts (potentialités, qualité de vie, attractivité économique, potentiel de recherche, gouvernance, participation des habitants, ...)

Des atteintes irrémédiables au littoral auraient des conséquences économiques et sociales de grande ampleur (exemple : les conséquences des marées noires)

Enfin, la condition essentielle de réussite de ces enjeux est la structuration cohérente des dispositifs de décision et de gestion, dans le cadre d'une réelle gestion intégrée. L'expérimentation, engagée il y a 10 ans, de gouvernance associant l'Etat (Marine nationale, services de l'Etat) la région, le département, les collectivités, la recherche, et tous les acteurs concernés par la préservation de la qualité globale de la Rade de BREST ouvre la voie à l'extension du dispositif du comité de baie (créé en 1995 par arrêté préfectoral) à l'ensemble du littoral du pays de Brest

LES SCÉNARIOS D'AMÉNAGEMENT

Objectifs

Dans le cadre de l'élaboration du SCOT, ce travail a pour objet d'aider les élus à construire un projet d'aménagement durable pour la façade littorale du Pays de Brest. Il s'agit de fournir un support à l'élaboration d'une carte thématique "Mer et Littoral", synthétisant les enjeux et les orientations stratégiques à inclure dans le PADD du SCOT.

Méthode

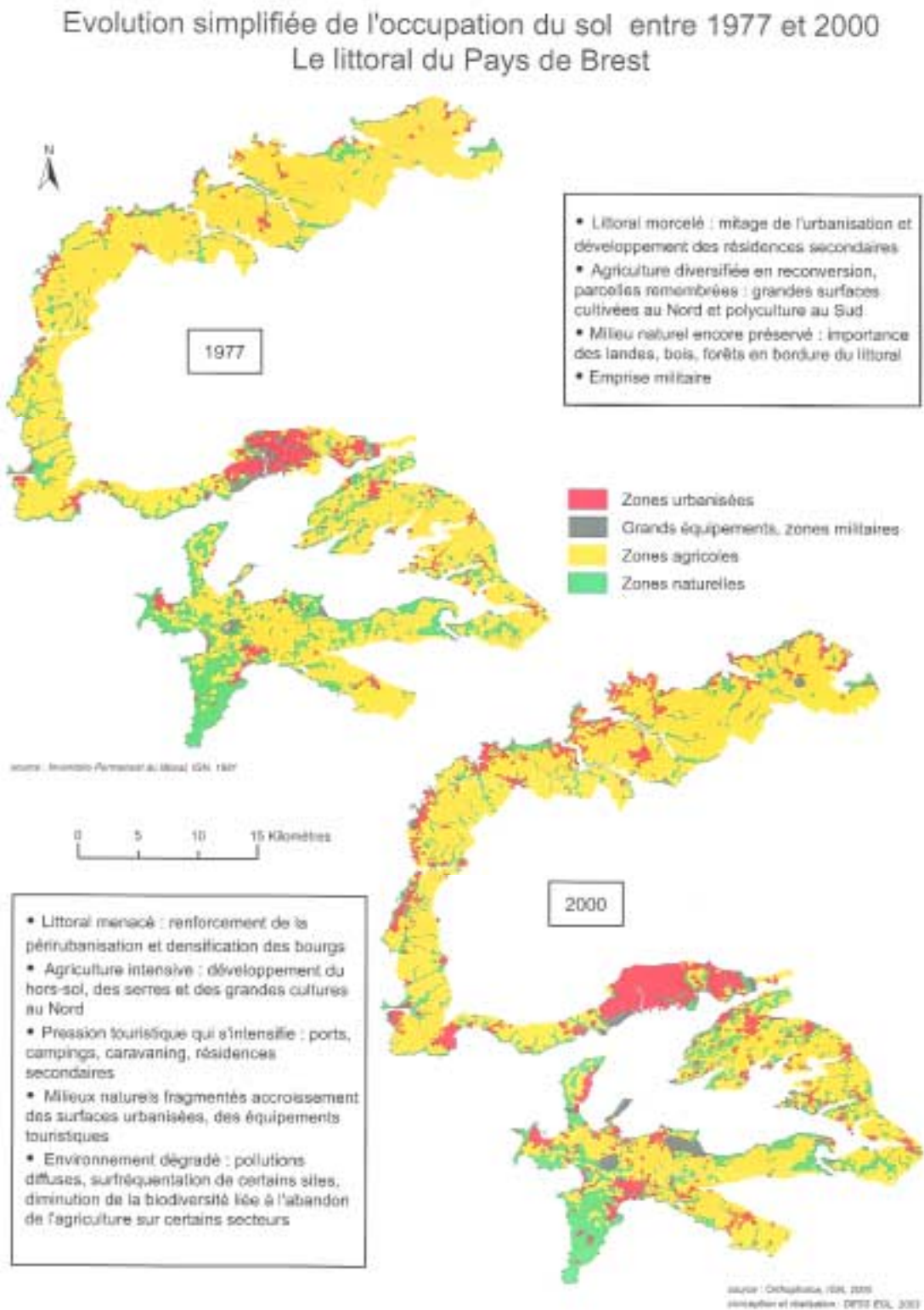
Partant du principe que l'accumulation de données ne produit pas un projet de territoire, il s'avérait nécessaire de trouver une méthode de travail transversale et dynamique. C'est pourquoi, en parallèle des études réalisées, il a été choisi une démarche participative, basée sur l'élaboration de scénarios d'aménagement.

Construits sur des logiques différentes, ces scénarios doivent alimenter la réflexion et susciter le débat, pour aboutir *in fine* à un projet d'aménagement du littoral du Pays de Brest cohérent et consensuel.

Intérêts de la méthode

L'intérêt de la méthode réside dans son caractère pédagogique. En effet, les scénarios élaborés doivent servir de support de discussions avec les élus et les acteurs du littoral. Ils sont à considérer comme des outils d'aide à la décision, présentant l'avantage de déterminer, par le biais d'un vecteur fort : l'image, les contraintes, les dysfonctionnements et les limites de certaines logiques et de proposer des alternatives.

Par ailleurs, la scénarisation constitue un moyen de favoriser une concertation active et de susciter une adhésion collective au projet, facteur essentiel pour la réussite du projet SCOT.

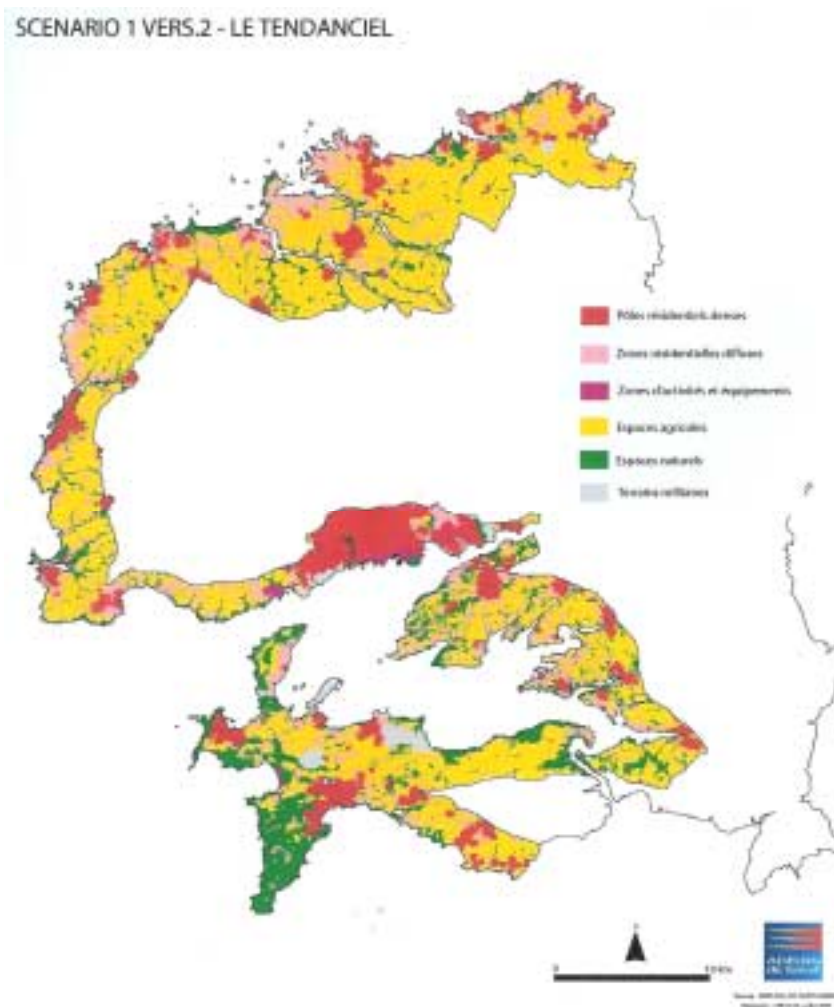


Scénario 1 : le tendancier

Il s'agit d'extrapoler, à l'horizon 2015, les tendances d'évolution de l'occupation du sol observées sur le littoral entre 1977 et 2000.

Le but de ce scénario est de mettre en valeur les limites de la logique "du tout urbain" en bord de mer. Dans ce cadre, la question est la suivante : sur le littoral, espace exigu et contraint, est-il concevable de répondre massivement à la demande résidentielle, moteur principal de l'urbanisation ?

Pour cela, l'exercice consiste à projeter, à l'horizon 2015, l'évolution de l'urbanisation constatée entre 1977 et 2000. Cela suggère un choix entre deux alternatives. Il s'agit d'utiliser soit un modèle d'évolution uniforme, soit un modèle d'évolution différenciée. Ne souhaitant pas écarter a priori l'une de ces deux alternatives, nous avons défini deux versions du scénario 1, que nous avons appelé respectivement version 1 et version 2.



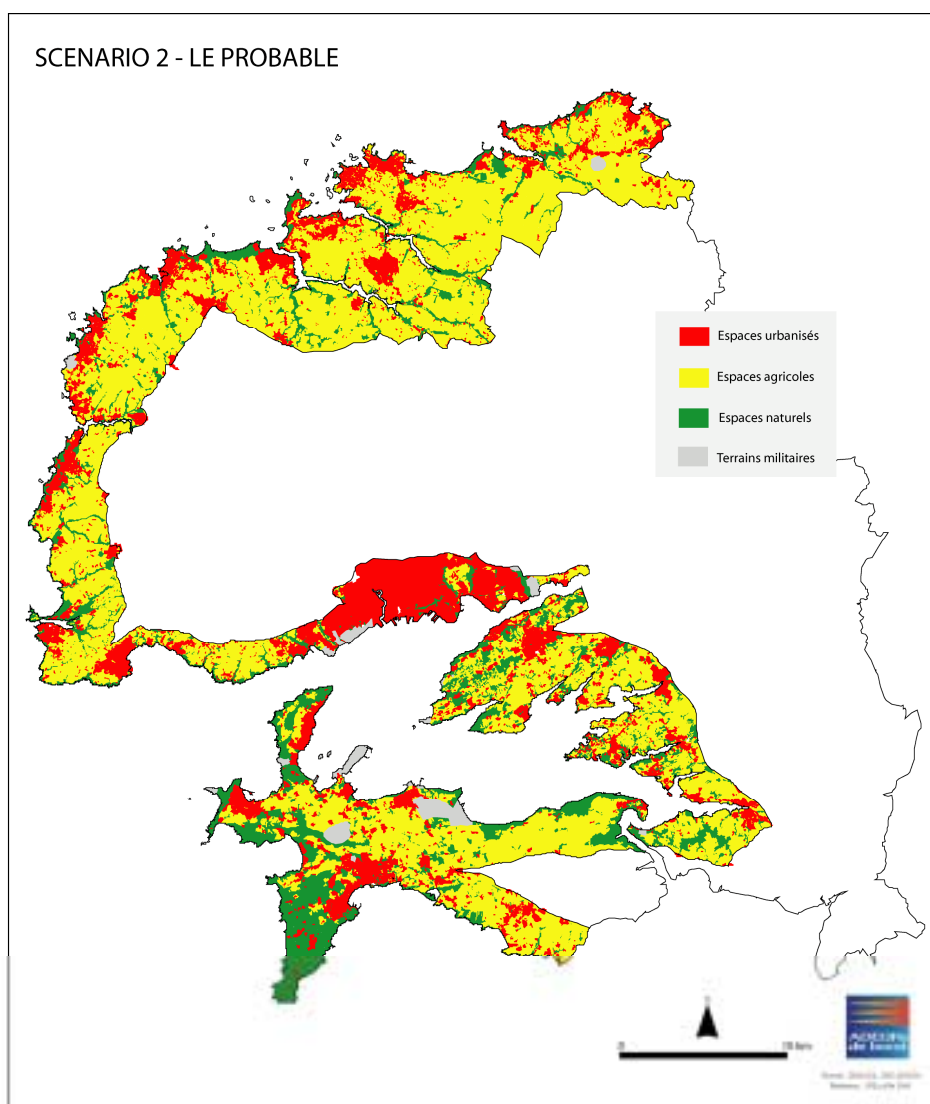
Scénario 2 : le probable

Ce scénario fait état des choix d'aménagement retenus dans les documents d'urbanisme (PLU, carte communale, etc.) approuvés.

Principes de construction du scénario

L'objectif de ce scénario est de qualifier les choix d'aménagement approuvés dans les documents d'urbanisme communaux : PLU. Ainsi, convient-il de s'interroger sur la compatibilité des décisions locales avec un schéma de cohérence global. Autrement dit, la question est la suivante : les orientations retenues à l'échelle communale vont-elles dans le sens d'un développement équilibré de la façade littorale du Pays de Brest ?

Dans la même logique que le scénario 1, nous ne nous intéressons ici qu'à la variation des espaces urbanisés. Il s'agit notamment de voir si les perspectives d'urbanisation future issues des PLU sont en deçà ou au-dessus de celles contenues dans le scénario 1.



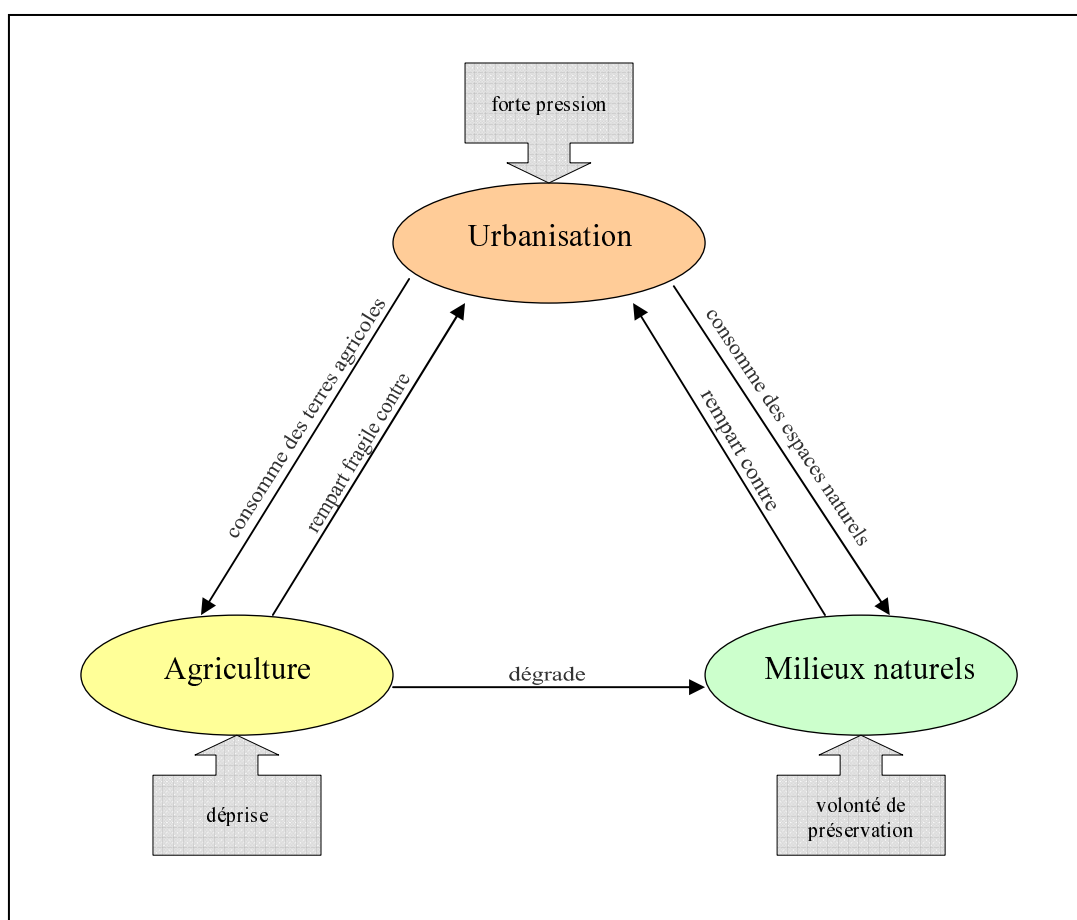
Scénario 3 : le souhaitable

Ce scénario est censé représenter les orientations et les choix qu'il conviendrait de prendre pour permettre un développement durable et équilibré du littoral.

Principes de construction du scénario

Contrairement aux autres, ce scénario doit se détacher des tendances et des contraintes passées ou présentes. Le but est de construire, sur des critères qualitatifs et non plus quantitatifs, l'image d'un littoral attractif, dynamique et préservé.

Pour cela, il convient de définir des orientations permettant d'assurer un développement durable de la façade littorale du Pays de Brest. A travers ces orientations, l'objectif est de parvenir à déterminer des principes d'équilibre entre les espaces urbanisés, les espaces naturels et les espaces agricoles. Il s'agit notamment de réguler le système suivant :



En effet, ces trente dernières années ont été marquées par une consommation parfois abusive de l'espace littoral au profit des espaces urbanisés. Cette pression, liée à une

forte demande résidentielle et au développement des activités de loisirs, s'accompagne d'une « explosion » des prix du foncier. Cela conduit aujourd'hui les agriculteurs, touchés par la déprise agricole, à vendre leurs parcelles situées à proximité du littoral. Cette situation risque à terme de fragiliser l'activité, au point de la voir disparaître. Or, l'agriculture concourt à forger un paysage de qualité. A condition qu'elle intègre mieux les contraintes environnementales, son maintien est un enjeu majeur pour le littoral (ultime rempart contre l'urbanisation). D'autre part, les milieux naturels ont fortement régressé au profit de milieux artificialisés menaçant à terme la qualité de cet espace. Mais, une forte pression écologiste s'est développée ces dernières années et, aujourd'hui, les espaces naturels sont amenés à être de plus en plus protégés dans leur "intégrité".

Dès lors, pour sortir de cette logique, il convient de fixer un certain nombre de principes :

Principe général : limiter et organiser le développement de l'urbanisation tout en confortant les espaces agricoles et les milieux naturels.

Principes s'appliquant aux milieux naturels : les milieux naturels participant à la fois à la lisibilité, et à la richesse écologique et paysagère du littoral. Ils jouent un rôle important en terme d'attractivité.

De ce fait, il convient de :

- ♦ maintenir, voire renforcer, leurs superficies par des mesures de protection (maintien des coupures vertes)
- ♦ maintenir leur qualité par une gestion adaptée

Principes s'appliquant à l'agriculture : sur le littoral, l'agriculture participe non seulement à l'économie locale, mais également à la diversité des paysages et à leur gestion. La présence d'espaces agricoles participe à la qualité du cadre de vie et constitue *in fine* un élément majeur pour l'identité du territoire.

Dès lors, il s'avère nécessaire de :

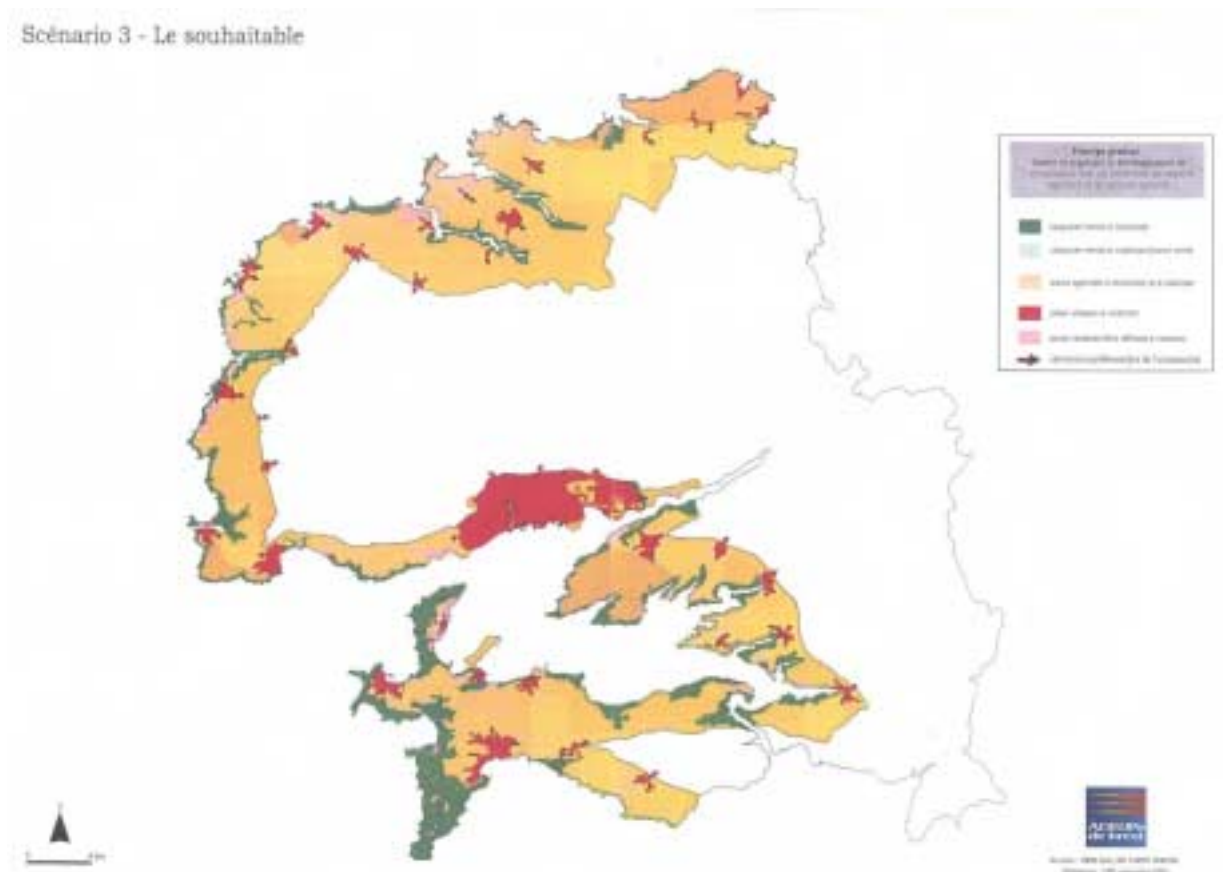
- ♦ pérenniser l'activité agricole sur le littoral
- ♦ valoriser et promouvoir une agriculture de qualité (agriculture littorale)

Principes s'appliquant à l'urbanisation : face à la pression résidentielle, il s'agit de trouver une réponse équilibrée, afin de ne pas reproduire le scénario des trente dernières années. L'enjeu est donc de maîtriser l'extension de l'urbanisation sur la frange littorale.

Ainsi, il convient de :

- ♦ maîtriser l'extension urbaine en privilégiant des leviers tels que le renouvellement urbain et la densification
- ♦ fixer le développement de l'urbanisation autour des pôles urbains existants
- ♦ éviter le mitage en limitant l'étalement des zones urbaines diffuses

Scénario 3 - Le souhaitable



Scénario 4 : le compromis

Contrairement aux autres, ce dernier scénario fera l'objet d'une construction collective associant techniciens, acteurs et élus. A l'issue de la concertation, il devra produire la carte thématique "Mer et Littoral", dont les éléments devront être formalisés, à terme, dans le PADD du SCOT ; éléments pouvant constituer le schéma de mise en valeur du littoral.

DESCRIPTIF DE L'ÉTAT ACTUEL DES COMPOSANTES DU PROJET ET DE LEUR AVANCEMENT

RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT

Le dossier "pôle de compétitivité" Sea-Nergie

L'objectif du projet "pôle de compétitivité" proposé par les grands groupes, les PME, et les organismes scientifiques des deux régions à vocation historiquement maritime, Bretagne et PACA, est de répondre à deux enjeux majeurs d'envergure européenne et mondiale : la sécurité et le développement durable du milieu maritime. L'ambition des porteurs du projet est de renforcer et développer leur position sur ces marchés à fort potentiel de développement international par le partenariat, l'innovation et l'investissement.

Pour développer un domaine d'activité aussi varié et complexe que le secteur maritime, les deux régions ont choisi de le décliner autour de cinq thèmes principaux : sécurité et sûreté maritime, ingénierie, maintenance et services navals, exploitation des ressources énergétiques marines, exploitation et valorisation des ressources biologiques marines et enfin environnement et génie côtier. Pour chaque thème, des projets ont été proposés par les industriels et les organismes de recherche pour améliorer la compétitivité ou développer les technologies permettant de consolider leur place de leaders de taille internationale.

Ces cinq thèmes d'expertise s'appuient sur un réseau dense de PME PMI mais également sur les compétences de grands acteurs étatiques ou industriels -la Marine nationale, DGA, DNC, THALES- et de grands organismes en recherche et formation de réputation mondiale (IFREMER, CNRS, Université, grandes écoles...) implantés dans les deux régions, qui, au total, touchent plus de 100 000 emplois. En effet, si l'activité présente la caractéristique d'être relativement concentrée, dans les bassins concernés, les entreprises du secteur naval représentent en général l'essentiel du tissu industriel de ces bassins et donc un enjeu essentiel pour eux.

Le thème "Environnement et Génie côtier" concerne deux secteurs économiques : les services en environnement et le génie côtier. La connaissance et la description de l'état de l'environnement est l'élément de base indispensable au développement, à la régulation et à la sécurité des activités maritimes. La stratégie développée en Bretagne est relative au seul secteur de l'environnement.

Le pôle mer propose de mettre l'innovation dans le domaine de l'environnement marin au service de deux objectifs stratégiques :

- Créer un service de prévision de l'état de l'environnement pour la mer côtière, s'inspirant dans son principe des services en météorologie et intégrant un système d'observation de la mer côtière, un ensemble de modèles numériques et un système d'analyse et de prévision.
- Développer des systèmes et services de maîtrise du risque environnemental. Ces systèmes visent à satisfaire la maîtrise du risque pour les utilisateurs et riverains de la mer côtière ou la compétitivité des activités à fort impact environnemental en zone littorale. Les projets vont se décliner en système d'alerte et en système de gestion. Ils constituent des éléments d'une gestion intégrée de la zone côtière. Les premiers projets proposés concernent le développement d'un système d'alerte pour la conchyliculture et la gestion intégrée de l'assainissement en zone côtière.

Pour les deux objectifs, il s'agit de marchés émergents dans le domaine marin.

En ce qui concerne les systèmes de maîtrise environnementale liés aux rejets urbains en zone côtière, la prise de conscience de leur effet potentiellement néfaste sur le milieu récepteur et la volonté de maîtriser les systèmes d'assainissement se sont traduites sur le plan réglementaire en Europe par une directive CEE de 1991 et en droit français par la loi sur l'eau de 1992.

Dans ce domaine, le pôle mer dispose d'atouts importants avec le regroupement d'acteurs de la recherche dans toutes les disciplines de l'océanographie côtière (physique, chimie, biologie) et d'entreprises de l'instrumentation et des services.

Les études et actions innovantes, issues du Contrat de Baie de la Rade de Brest

- **Création d'un observatoire de l'environnement côtier** : l'architecture du réseau Rade, élaboré dans le cadre du Contrat de Baie, pourrait être utilisée pour mettre en place un observatoire de l'environnement côtier, outil d'évaluation des politiques engagées et de communication. La connaissance de la qualité des eaux (douces ou marines) et des milieux (terrestres, aquatiques, littoraux, marins) est un préalable à la mise en œuvre d'un programme d'actions, mais aussi d'un outil de suivi de leur évolution.
- **Mise en place d'une Charte Littorale** : ce projet vise à améliorer la gestion de l'espace naturel côtier, son entretien courant (nettoyage des grèves, plages, entretien des sentiers, des secteurs d'accueil du public) et la cohérence entre les différents territoires communaux au travers d'une homogénéisation des équipements et de la signalétique (une unité de gestion et une unité de mobiliers pour une unité de territoire). Cette charte est appuyée par la traduction dans un SIG de l'ensemble des données de terrain afin d'assurer la gestion et le suivi des travaux.
- **L'entretien du littoral**. Dans le cadre du Contrat de baie a été créée, une unité de gestion du littoral, aujourd'hui appelée AGSEL (Association pour la Gestion du service Espaces et Littoral) qui réalise des prestations d'entretien de l'espace côtier. L'objectif serait d'étendre le territoire d'intervention des travailleurs côtiers de cette association à l'ensemble du littoral des communes du Pays de Brest.
- **La gestion de la ressource coquillière en rade**. Mené avec succès depuis de nombreuses années par le Comité Local des Pêches, il a permis de relancer la pêche de coquille, de rendre l'activité viable, et de permettre un développement de l'espèce compatible avec un prélèvement contrôlé. Ce type de programme pourrait être transposé à d'autres espaces, mais aussi à d'autres espèces.

- **Diagnostic des dynamiques territoriales sur le littoral du Pays de Brest.** Le premier volet de proposition porte sur la mise en place d'un outil de suivi et d'analyse de l'évolution de l'occupation du sol et des paysages (expansion de la tâche urbaine, fragmentation des habitats naturels, déprise agricole...) dans une perspective d'aide à la décision dans le domaine de planification de l'aménagement et de gestion du littoral.

Cette proposition serait complétée par une approche de l'usage du milieu marin, faisant appel à des méthodes différentes basées sur l'identification de territoire d'activités potentielles à partir des conditions environnementales et réglementaires, couplées à des outils de simulation spatio-temporelle permettant de dynamiser l'information géographique.

- **Création d'une base d'information géomorphologique.** Dans la perspective de la création d'un observatoire de l'environnement côtier, il est proposé de réunir sous la forme d'un SIG; l'information permettant de caractériser la géomorphologie de la zone côtière et les informations relatives aux évolutions des rivages du Pays de Brest. Cette information concerne à la fois les évolutions actuelles des littoraux et ses évolutions antérieures.
- **Simulation du déroulement des activités de cultures marines.** Il s'agira en particulier de reconstituer des scénarios de pollution chronique connus, d'identifier leurs impacts sur les pratiques ostréicoles et le préjudice économique qui en découle. L'objectif de cette démarche est de disposer d'un outil de modélisation des interactions entre les activités ostréicoles et l'environnement littoral dans la perspective de fournir une information dynamique aux gestionnaires en charge de ces espaces d'interface.
- **Promouvoir l'écotourisme** (expérimentation sur le site de l'estuaire de l'Aulne)

L'écotourisme est un type de tourisme qui implique un contact direct avec la nature et favorise, par le biais de l'observation et de l'interprétation, l'acquisition de connaissances sur le milieu.

L'écotourisme présente comme intérêt majeur d'être étroitement lié à la préservation, au développement durable et à la biodiversité. En tant qu'outil de développement, l'écotourisme peut intégrer les trois objectifs de base de la Convention sur la Biodiversité :

- ♦ Préserver la biodiversité et la diversité culturelle, en renforçant les systèmes de gestion (publics ou privés) des zones protégées et en valorisant les écosystèmes en bon état.
- ♦ Promouvoir l'utilisation durable de la biodiversité, en générant des revenus, des emplois et des opportunités économiques à travers l'écotourisme et les domaines d'activité proches.
- ♦ Partager équitablement les bénéfices du développement de l'écotourisme avec les communautés locales et les habitants, en les informant, en obtenant leur accord et en les faisant participer à part entière dans la prévision et la gestion.

Les études et actions pilotes

L'exemple d'un problème : la maîtrise du caravanage en fond de rade de Brest

Le fond de la rade de Brest est un espace remarquable tant pour la diversité des milieux naturels que pour la qualité des paysages. Les espaces littoraux font l'objet d'une occupation non conforme à l'usage prévu par les documents d'urbanisme et la loi "littoral". En effet, de nombreuses installations de loisirs de types caravanes, mobil homes et chalets se sont installés illégalement et urbanisent progressivement les milieux naturels inconstructibles. (Il existe 1376 habitats de loisirs sur le territoire dont 932 caravanes, 180 mobil homes, 160 chalets et 104 bungalows)

En avril 2003, la Sous-Préfecture de Brest, la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas et la Communauté Urbaine de Brest Métropole Océane ont lancé une mission opérationnelle de trois ans pour la maîtrise du caravanage en fond de rade de Brest. Les objectifs principaux de la mission consistent à mettre en œuvre les conditions durables pour une résolution progressive des cas illégaux sur la frange littorale. A ce titre, il est visé trois niveaux de prise en compte : la fin des nouvelles installations, le maintien en l'état des installations existantes, et l'amélioration du cadre de vie et des paysages littoraux par la résorption des épaves en site naturel.

Depuis avril 2003, plusieurs points primordiaux à l'étude ont été traités par le chargé de mission en place. Le programme est passé par une phase de prise de contact, de réflexion et d'élaboration de bases méthodologiques pour asseoir le travail des années à venir. Une méthodologie d'action a ainsi été proposée aux communes abordant la maîtrise des nouvelles installations, la gestion du parc existant et la lutte contre les caravanes à l'abandon. Un important travail de maîtrise foncière doit être réalisé, et les communes doivent également être en mesure de proposer une alternative à ceux qui souhaitent se mettre dans la légalité. Enfin, un important travail de communication doit être effectué, pour tous publics par voie de presse et pour les caravaniers par la réalisation d'une plaquette.

La gestion intégrée des zones côtières permettrait à la Communauté de Communes de Landerneau-Daoulas et à Brest Métropole Océane de continuer à œuvrer dans le sens d'une maîtrise du caravanage et cela permettrait surtout d'étendre la problématique au-delà de la rade de Brest et de la traiter à l'échelle du Pays de Brest.

Le Contrat de baie de la rade de BREST

Le Contrat de Baie de la rade de Brest, programme environnemental de développement durable, est destiné à conserver et développer les capacités du tissu économique tout en sauvegardant l'image maritime, naturelle et préservée de la rade et de son bassin versant.

Or, l'état des lieux et des milieux a permis de mettre en exergue les déséquilibres existants, susceptibles, en l'absence d'une démarche corrective, collective et volontariste, de compromettre la poursuite de certaines activités, d'obérer le développement de nouvelles ou d'affecter certains usages. De plus, au-delà des enjeux purement économiques, la diversité du patrimoine naturel est elle-même actuellement menacée.

Les circulaires du Ministère de l'Environnement des 13 mai 1991 et 22 mars 1993, instituant les contrats de baie, ont clairement indiqué que ces outils environnementaux ayant pour objectif le développement durable, n'avaient de chance de réussir que s'ils associaient étroitement l'ensemble des partenaires potentiels dans la démarche commune de gestion intégrée d'une zone littorale homogène.

La circulaire de mars 1993 oblige par ailleurs les partenaires d'un tel programme à mettre en place des structures pérennes multipartenaires de gestion et de coordination disposant des outils ad hoc de suivi de la qualité des eaux et des milieux. Cette structuration facilitant l'évaluation des actions engagées et permettant le retour d'informations aux décideurs via des comptes rendus intermédiaires est garante de la bonne conduite du contrat.

Le contrat de baie de la rade de Brest a été signé par l'ensemble de ses partenaires en février 1998, concerne 13 communautés de communes, la bassin versant ayant une superficie de 2645 km² et la rade de 180 km². Il comprend un programme d'actions découpé en 4 volets :

Volet Gestion intégrée

Ce chapitre "Gestion Intégrée" traite successivement de l'organisation du contrat, du "Réseau R.A.D.E." (Observatoire de l'environnement destiné aux acteurs de la reconquête de l'eau et des milieux) et des études de définition de programmes à réaliser aujourd'hui, c'est-à-dire en l'état de nos connaissances actuelles.

Volet protection - préservation

La rade et son bassin versant possèdent de nombreuses richesses naturelles (milieux et espèces). Ces richesses représentent un patrimoine commun, que nous devons protéger, autant pour notre qualité de vie, que pour sa pérennité, et le maintien de l'image de marque de notre région.

Le volet "protection, préservation" du contrat de baie de la rade de Brest s'inscrit dans un contexte général de gestion collective et équilibrée du patrimoine commun que constituent l'eau, les espèces et les écosystèmes aquatiques des territoires continentaux et marins à l'échelle de la baie et de son bassin versant.

Les fondements du volet protection, préservation découlent de la circulaire du 22 mars 1993, complétant celle du 13 mai 1991 qui définit les contrats de baie. Cette circulaire élargit les finalités des contrats de baie et précise leur champ d'application dans le domaine de la restauration et de la protection des milieux et des paysages.

Les autres textes réglementaires sur lesquels s'appuie ce volet sont la loi sur "l'eau", la loi "paysage", les directives européennes sur la protection des espèces et de leurs habitats, la loi sur la protection de la nature, la loi "littoral", l'ensemble des mesures et des outils permettant d'assurer l'inventaire et la préservation des milieux et des espèces (ZNIEFF, Arrêté de Protection de Biotope, réserves...), la loi "pêche",...

Enfin, la réalisation des objectifs du contrat de baie de la rade de Brest dans son volet patrimoine naturel repose sur quelques principes :

- ♦ démarche partenariale et contractuelle à l'échelle du bassin versant ;
- ♦ connaissance et la protection des espaces naturels et des espèces ;
- ♦ prise en compte et le respect des usages économiques et liés à la qualité de vie des gens (riverains ou fréquentant les espaces naturels, qu'il s'agisse de loisir, de tourisme local ou plus lointain).

Les partenaires en ces domaines sont les APPMA (Association de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique), les fédérations départementales de pêche, les associations de chasse et leur fédération, les associations de protection de la nature, l'Etat et ses services, les collectivités locales (communes, communautés de communes) et territoriales (Conseil Général du Finistère, des Côtes d'Armor, Conseil Régional), l'Union européenne, l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, ...

Volet restauration

Ce volet est, financièrement, le plus conséquent du Contrat de Baie de la rade de Brest. Nous l'avons scindé en deux sous - volets, le premier traitant de la "limitation des pollutions domestiques et industrielles", et le second de la "limitation des pollutions agricoles". La plupart des programmes présentés dans ces deux sous - volets sont des programmes nationaux, régionaux ou départementaux, instaurés avant la mise en place du Contrat de Baie de la rade de Brest. Le rôle du Comité de Baie consiste dans les cas présents à s'appuyer sur ces programmes et à les orienter le cas échéant, par exemple en fixant localement des ordres de priorités. Ces programmes sont, entre autres, les programmes d'assainissement domestique, le PMPOA (Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole), le plan de résorption des excédents structurels...

D'autres programmes, développés par le Groupe Technique et le Comité de Baie, et plus spécifiquement adaptés aux problématiques mises en évidence lors de la phase préparatoire du Contrat, figurent également dans ces deux sous volets :

- programme ruissellement pluvial en milieu urbain,
- programme pisciculture,
- programme peintures antisalissures marines,
- réduction de l'utilisation de pesticides agricoles et non agricoles

Protection et mise en valeur des zones naturelles sur la CUB

Les fonds de vallée du territoire de la Communauté Urbaine de Brest sont soumis à des pressions urbaines et agricoles entraînant une forte dégradation du patrimoine (remblaiement, décharges, pollutions, urbanisation). Par ailleurs l'enfrichement généralisé de ces fonds de vallée conduit à une banalisation écologique et paysagère.

Les objectifs de l'opération de protection et de mise en valeur des zones humides initiée par la CUB, sont de maintenir une ouverture paysagère et de développer la biodiversité, de maintenir les fonctions hydrologiques des zones humides et d'assurer une protection des milieux naturels.

A la suite d'inventaires naturalistes, et de la définition d'un objectif de réhabilitation, des travaux sont menés grâce à des conventions signées avec les propriétaires privés. Ceux-ci s'engagent soit à reprendre en gestion les espaces réhabilités, soit à laisser le passage aux promeneurs. Les chantiers de restauration et d'entretien ont des objectifs à la fois dans le domaine de l'environnement mais aussi dans le domaine de l'insertion professionnelle.

CALENDRIER

Le programme de travail 2004-2006 est en cours, et est issu du programme 1997-2003.

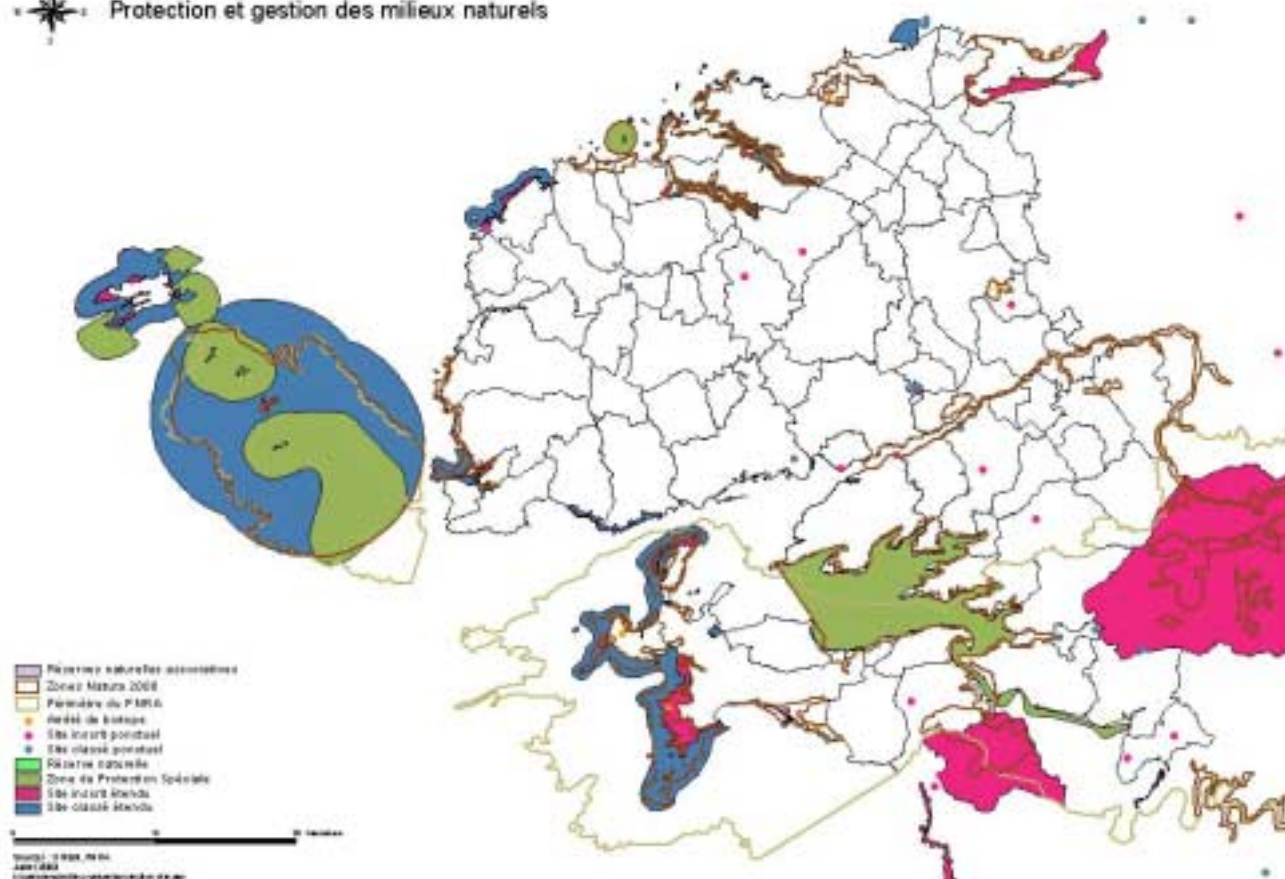
**POUR INFORMATION, VOICI UNE LISTE DES PROGRAMMES
EN COURS LIÉS À LA GESTION DE BASSINS VERSANTS
LITTORAUX DANS LE PAYS DE BREST :**

- ♦ *contrat de baie de la rade de Brest (bassins versants de la rade et rade)*
- ♦ *SAGE de l'Aulne (concerne les bassins du Faou, de l'Aulne et de la partie de la presqu'île de Crozon tournée vers la rade)*
- ♦ *SAGE de l'Élorn (bassins de Bmo, Élorn, Mignonne, Camfrout)*
- ♦ *contrat de bassin versant Bretagne Eau pure Élorn*
- ♦ *contrat de bassin versant Bretagne Eau pure Aber Wrac'h*
- ♦ *contrat de bassin versant Algues vertes du Quillimadec*
- ♦ *contrat de bassin versant conchylicole de l'Aber Benoît et de l'Aber Wrac'h aval*

A ces programmes, il faut ajouter les sites Natura 2000, dont les suivants sont directement concernés par les espaces littoraux sur le territoire du Pays de Brest, et qu'il faudra prendre en compte dans le cadre des GIZC :

- ♦ *FR5300017 Aber Wrac'h - Aber Benoît (directive habitat)*
- ♦ *FR5300018 Archipel de Molène et île d'Ouessant (directive habitat)*
- ♦ *FR5300019 Presqu'île de Crozon (directive habitat)*
- ♦ *FR5300024 Rivière Élorn (directive habitat)*
- ♦ *FR5300043 Guissény (directive habitat)*
- ♦ *FR5300045 Pointe de Corsen, le Conquet (directive habitat)*
- ♦ *FR5300046 Rade de Brest, estuaire de l'Aulne (directive habitat)*
- ♦ *FR5310040 Archipel de Molène (directive oiseaux)*
- ♦ *FR5310054 Ilot du Trévors (directive oiseaux)*
- ♦ *FR5310071 Rade de Brest : baie de Daoulas, anse de Poulmic (directive oiseaux).*

Enfin, il faut souligner que la partie maritime du Pays de Brest, en termes de protection et de gestion des milieux, est directement concernée par le projet du Parc marin d'Iroise.



Le Pays de Brest : les secteurs protégés

Les sites Natura 2000 : l'exemple de la Presqu'île de Crozon

Les Zones de Protection Spéciale (ZPS) mises en place suite à la directive Oiseaux de 1979 et qui visent la protection et la gestion de toutes les espèces d'oiseaux vivant à l'état sauvage sur le territoire, ainsi que les Zones Spéciales de Conservation (ZSC) mises en place suite à la directive Habitats de 1992 définissant des habitats et des espèces animales et végétales rares, fragiles ou menacées, constituent le réseau européen de sites protégés, baptisé "Natura 2000". Ces sites doivent faire l'objet d'une gestion raisonnée dans un objectif de développement durable, afin que chaque activité pratiquée puisse se poursuivre encore longtemps dans une nature préservée.

Le Pays de Brest comprend 12 sites "Natura 2000" ce qui représente environ 50 000 ha. Les plus vastes se situent dans l'archipel de Molène, en rade de Brest et à la pointe de la Presqu'île de Crozon.

Le site "Presqu'île de Crozon" a été proposé comme site d'intérêt communautaire en 2002. Il est composé d'espaces naturels d'une richesse inestimable, qui représentent un atout majeur pour toutes les communes de la Presqu'île. Le site couvre 4371 hectares et concerne quatre communes : Roscanvel, Camaret, Crozon et Telgruc. Les principaux habitats sont les falaises et les Landes (Cap de la Chèvre, pointe de Pen Hir, pointe de Espagnols...), les dunes (Goulien, la Palud...), les tourbières et les zones humides littorales (estuaire de l'Aber, étang du Kerloc'h...).

Tous ces habitats méritent une attention particulière si l'on souhaite pouvoir en profiter longtemps. En plus des habitats d'intérêt communautaire, la presqu'île abrite des espèces à protéger au niveau européen. Il s'agit du liparis de Loesel (une orchidée), du trichomane remarquable (une fougère vivant dans les grottes marines), de l'oseille des rochers, d'insectes tels que la cordulie à corps fin (une libellule) ou encore de la loutre. La Presqu'île est également concernée par la mise en place d'une ZPS dont les espèces d'oiseaux concernées sont l'océanite tempête et le faucon pèlerin.

La zone "Presqu'île de Crozon" ainsi que les autres zones Natura 2000 du Pays de Brest constituent des habitats typiques de notre région. Fragiles et abritant des espèces rares, la conservation de ces espaces nécessite une gestion concertée au niveau du Pays.

Présentation de la démarche AILE

Le territoire concerné

- Un Pays : le Pays des Abers / Côte des Légendes
- Deux Communautés de Communes : la Communauté de Communes de Plabennec et des Abers (CCPA) et la Communauté de Communes du Pays de Lesneven et de la Côte des Légendes (CCPLCP)
- 28 communes dont 10 littorales
- 60 000 habitants
- 110 kilomètres de littoral

Des orientations possibles pour améliorer la gestion des espaces naturels littoraux

La situation préoccupante incite aujourd'hui à réfléchir à une réorganisation de la politique de gestion des espaces naturels du Pays.

La mutualisation de la compétence au niveau des communautés de communes permettra de mettre en place une politique commune sur un territoire plus vaste et d'engager des moyens de gestion humains et financiers plus conséquents. Elle permettra aussi de gérer avec plus de cohérence les outils de protection en place et de définir des priorités d'actions.

La mise en place du réseau Natura 2000 doit être l'occasion de mener localement une vaste réflexion sur les moyens à donner à la protection et à la gestion des espaces naturels. Le territoire du Pays des Abers/Côte des Légendes est concerné par plusieurs sites Natura 2000, dont la surface totale atteint plus de 10 000 ha.

Les enjeux primordiaux de la protection et de la gestion des espaces naturels littoraux : - bien connaître pour bien protéger

- maîtriser les impacts liés aux activités humaines et à la fréquentation pour éviter l'altération des sites et limiter les dérangements vis-à-vis de la faune

La stratégie

- Avoir une vision transversale notamment en ce qui concerne les projets, communaux, communautaires ou privés (50 projets ont déjà été recensés)
- Appréhender et anticiper ensemble les problèmes rencontrés

-
- Proposer aux porteurs de projets (actuels ou futurs) un dispositif faisant des acteurs, les moteurs d'une approche globale et intégrée du développement du littoral
 - Mener une réflexion locale en coordination avec le SCOT du Pays de Brest

Les orientations

- Maintenir voire développer le tissu économique sur la frange littorale
- Développer harmonieusement les communes littorales pour préserver la qualité du cadre de vie
- Définir une politique globale et cohérente en matière d'aménagements du littoral du Pays
- Préserver et valoriser les espaces naturels littoraux

La charte d'environnement de la Communauté de Communes du Pays d'Iroise

La mise en œuvre de la charte s'est déroulée sur une période de 5 ans entre avril 1999 et avril 2004. Elle comportait 8 objectifs prioritaires déclinés en 29 actions :

- ♦ reconquérir la qualité des eaux
- ♦ limiter les nuisances et les pollutions d'origine agricole et domestique
- ♦ préserver, entretenir les espaces naturels
- ♦ améliorer la gestion des déchets
- ♦ valoriser les patrimoines identitaires du pays
- ♦ maîtriser l'organisation de l'espace
- ♦ sensibiliser, éduquer à la préservation de l'environnement
- ♦ développer des moyens d'aide à la décision

Depuis le transfert de la compétence "Espaces naturels" des communes à la Communauté de Communes, s'est traduit par la signature d'une convention de gestion des espaces naturels (500 ha) entre la CCPI, le Conservatoire du Littoral et le Conseil général. En qualité de gestionnaire, la Communauté de Communes a créé à cet effet un service "Espaces naturels". Les trois principales missions de ce service comprennent : l'aménagement des espaces naturels, l'entretien des équipements et des sites et l'information du public.

Diagnostic



Programme européen INTERREG IIIC

"La protection environnementale des villes portuaires par un management intégré des risques".

Une réponse à l'appel d'offres du programme INTERREG IIIC a été remise à la Commission européenne le 1^{er} avril 2003.

Nommée "IMAPS" (Integrated Management of Risks and Environnement in Port citieS), cette proposition vise à étudier des solutions durables aux problèmes complexes de développement auxquels font face les villes portuaires : soumises aux nouvelles réglementations concernant la gestion des risques industriels (SEVESO), la gestion intégrée du littoral (ICZM) et devant poursuivre leur expansion économique et urbaine en développant l'ensemble des activités maritimes (tourisme, ressources marines, industries et transport), les institutions régionales et locales vont devoir composer avec des paramètres de plus en plus nombreux et imbriqués.

IMAPS vise à créer un réseau d'échanges entre villes portuaires soumises aux mêmes problématiques pour :

- ♦ **comparer les politiques nationales, les réponses techniques et méthodologiques apportées aux différents problèmes**
- ♦ **identifier des approches harmonisées entre les différents pays européens et proposer des plans d'actions au niveau local et international (projets communs)**
- ♦ **effectuer des recommandations pour une évolution des réglementations européennes en vue d'une meilleure applicabilité, sur des critères scientifiquement établis.**

Les partenaires du projet sont la Communauté urbaine de Brest (contractant), le Technopôle Brest-Iroise et le SDIS, la Ville de Matosinhos et l'Institut de l'Eau IAREN (Pt), la Ville et le Port de Tarente (It), la Diputation et l'Université de Cadix (Sp), la Ville et l'Université Ovidius de Constanza, le Centre de Gestion de l'Environnement de l'Ile de Wight.

Le projet est structuré en trois composantes.

1/ La gestion et la promotion des activités au niveau local et européen : par la mise en place de comités d'échanges avec les décideurs locaux, le développement d'un site d'information publique et de communication entre partenaires du projet (sur les réglementations, les aspects réglementaires, juridiques, résultats d'études, ...).

2/ Gestion des risques industriels : en partant d'une phase d'échange d'expériences, suivie de l'étude conjointe, avec l'ensemble des décideurs, d'approches uniformisées entre les pays et de formations aux corporations concernées, pour établir en conclusion des plans d'actions régionaux et européens. Lors de cette dernière étape seront également établies des recommandations aux institutions européennes et nationales en vue d'une amélioration des réglementations et d'une harmonisation des politiques nationales.

3/Gestion intégrée du littoral : suivant la même approche que pour la composante 2 avec un travail initial d'échange d'expériences, suivi par l'identification de stratégies harmonisées entre les pays, complétée par des sessions de formation aux corporations concernées, pour conclure sur des plans d'actions régionaux (en accord avec les décideurs locaux) et européens (des projets communs) et des propositions pour l'amélioration des réglementations et des politiques nationales.

IMAPS devrait permettre en conclusion de définir des outils d'aide à la décision pour la gestion intégrée des deux composantes "Risques industriels" - "Gestion de l'Environnement littoral" dans les processus de planification du développement. Le projet dure 30 mois pour un budget total de 987 000 euros avec un financement FEDER de 50 %.

S . C . O . T .

Groupes thématiques

Mer et Littoral

Réf. : 02/207
Le 30 décembre 2002

Premier résumé des travaux du groupe Mer et Littoral Version condensée pour une lecture rapide

La trame du document

- A - Les éléments de la vision partagée.
 - B - L'analyse par thèmes : les tendances, les incertitudes et les interrogations.
 - C - Les options et les enjeux.
-

A - Les éléments de la vision partagée.

L'affirmation de la «maritimité» du territoire.

Le choix d'une définition de l'espace littoral.

Un objectif à long terme : vers un plan de gestion intégrée du littoral.

L'initialisation d'une commande d'étude : le littoral du Pays de Brest, évolution et enjeux futurs.

B - L'analyse par thèmes : les tendances, les incertitudes et les interrogations.

La pêche - Aujourd'hui une flottille de 178 bateaux, combien seront-ils dans 15 ans ?

Les algues - Des perspectives d'avenir différentes pour les filières secondaires.

Le fonctionnement de la filière colloïdes (alginates) connaît des difficultés qui risquent de compromettre son avenir (ressource, concurrence, outils, hommes).

La production de molécules à haute valeur ajoutée devrait faire bénéficier les applications agricoles et cosmétiques d'un essor continu et fructueux.



Agence de DEveloppement et d'Urbanisme du Pays de Brest
Hôtel de Communauté - 24 rue Coat ar Gueven - 29200 Brest
Tél : 02 98 33 51 72 Fax : 02 98 33 51 69 e.mail : lucile.maze@adeupa-brest.com

Le nautisme - Depuis la mise en place de la filière nautique en 1991, sont apparus des signaux d'ordre structurel, annonciateurs de difficultés profondes, aux conséquences durables. Le temps est peut-être venu d'envisager sérieusement d'engager la deuxième «révolution» de l'histoire du nautisme.

L'aquaculture - Des espoirs déçus et contrariés. Un développement limité par les conditions météorologiques et la raréfaction de sites adaptés, excepté pour l'ostréiculture et la mytiliculture.

L'agriculture - La déprise agricole est-elle une fatalité ? Quel type de production serait susceptible de réoccuper l'espace ? Le développement de l'agriculture biologique en bordure littorale, quelle réalité ?

La forte pression foncière qui s'exerce sur la bordure littorale, favorise le développement de friches spéculatives (terres en attente de changement d'affectation, vers l'urbanisation), en priorité sur les terres aujourd'hui à vocation agricole.

Le caravanage - Une étude récente a révélé l'ampleur (1 500 installations) du phénomène social, et une prise de conscience des collectivités. Le retour vers une situation acceptable et légale, demandera de la volonté et du temps. Si l'expérimentation sur la zone test (7 communes du nord de la rade) s'avère concluante, elle pourra être étendue à d'autres communes littorales du Pays de Brest.

Le tourisme - Aujourd'hui on constate localement une forme de tourisme saisonnier, morcelée, qui subit plus la demande qu'elle ne l'organise.

Comment créer plus de valeur ajoutée dans la consommation touristique et plus de services offerts ?

Le challenge futur est d'évoluer d'une activité saisonnière et d'appoint vers une activité économique à part entière.

La réglementation - L'organisation politico administrative de la politique maritime et littorale souffre autant d'un défaut de conception d'ensemble que de la juxtaposition de services très différents par leur culture et leurs missions.

Il reste à inventer un nouveau modèle d'administration ayant la capacité de prendre en compte cet ensemble interdépendant : des Directions régionales de la mer et du littoral.

N B : La présente liste n'a pas de caractère exhaustif, seuls y sont abordés les thèmes évoqués et/ou ayant fait l'objet d'une réflexion lors des précédents travaux du groupe mer et littoral.

C Les options et les enjeux

Enjeu global : Maintenir un équilibre entre les quatre principales activités : habitat, tourisme pêche et agriculture, tout en permettant à chacune de se développer.

Des activités maritimes fragilisées

La prise en compte de la dimension patrimoniale et culturelle des activités pluriséculaires que sont la pêche côtière et la récolte des algues sur le littoral du Pays de Brest devrait être de nature à assurer leur pérennité. Mais notre capacité locale à agir et notre influence sont faibles ; pour la pêche les décisions dépendent de la politique européenne, et concernant les algues, les choix relèvent de la stratégie de groupes privés sur un marché mondial.

Mais aussi une faible attractivité des métiers de la pêche, conséquence d'une médiatisation souvent négative.

L'habitat : Une demande toujours aussi soutenue

La forte pression foncière qui s'exerce dans la bordure littorale résulte de l'icône « La maison au bord de l'eau », une aspiration profonde de nombre de nos concitoyens.

Mais la rareté des espaces disponibles, renchérit les prix de l'immobilier, accélère la déprise agricole, qui à son tour nourrit l'offre, ainsi la spirale est enclenchée.

Face à cette situation, la partition des espaces supposera d'avoir défini les limites de l'acceptable / supportable et du consensus.

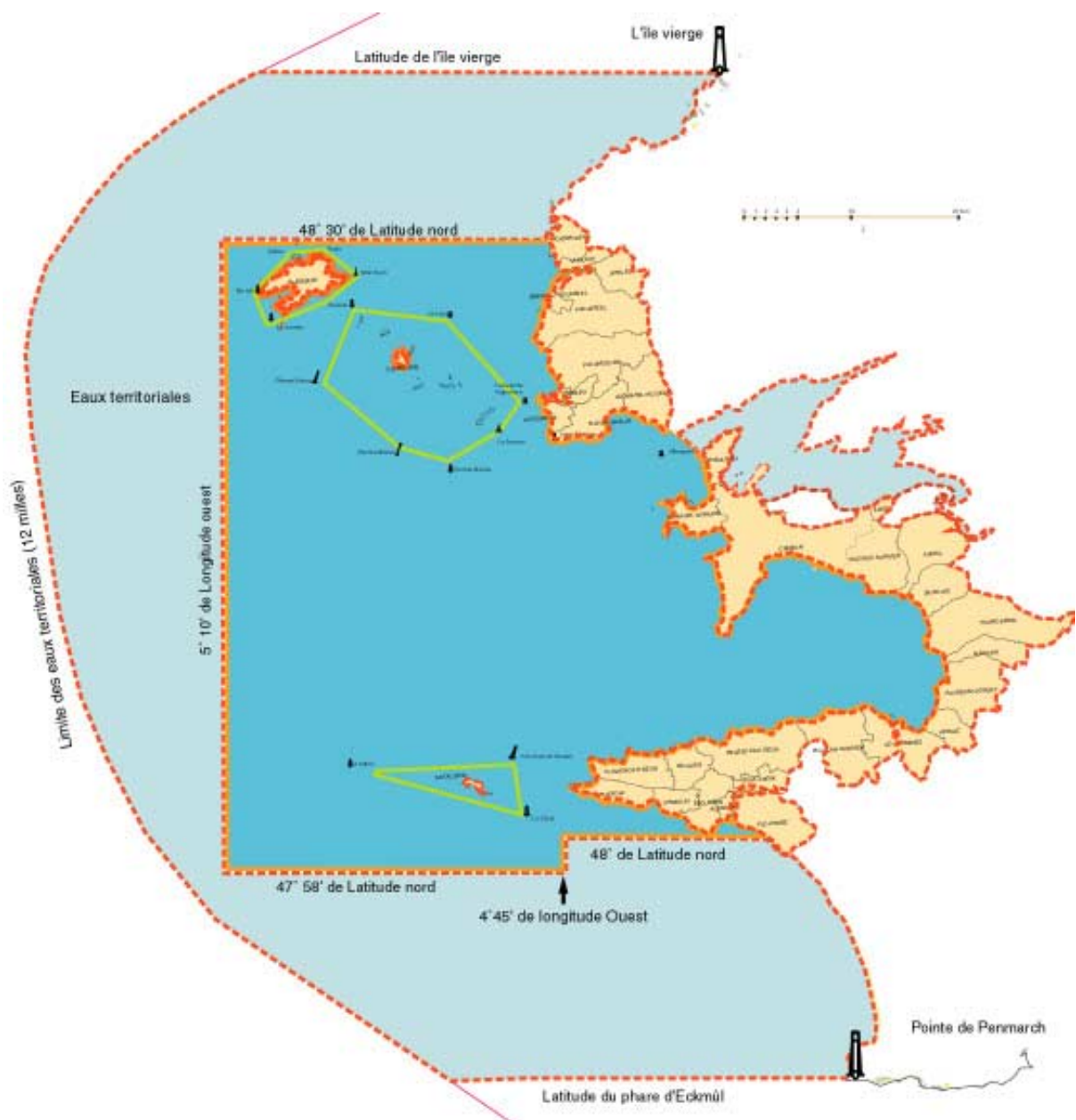
Tourisme : Jouer la carte du réceptif

Favoriser le développement du tourisme réceptif, suppose que le choix politique du tourisme comme axe économique fort, ait été fait à l'échelle du Pays de Brest. A l'échelle internationale on constate une standardisation des prestations en matière d'équipements réceptifs de tourisme (résidentiels), l'offre locale se doit d'être de même niveau dans le respect des spécificités et de l'authenticité.

Cela nécessitera de créer les conditions d'un partenariat public / privé.

Gestion et gouvernance : Le futur Parc national marin d'Iroise

En projet depuis 1991 à l'initiative du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, il s'agit d'un outil de préservation et de mise en valeur du patrimoine naturel marin de la mer d'Iroise. La démarche de création est fondée sur la concertation des acteurs locaux politiques ou socio-économiques.



Le Parc Marin facteur de développement touristique, mais comment maîtriser et gérer les flux ?

Quelles infrastructures, quels équipements, les collectivités de la zone littorale devront-elles développer pour y faire face ?

Comment faire en sorte que les retombées économiques d'un tel développement soient favorables aux îles et pas seulement aux communes littorales ?

Le Parc Marin constitue un atout important pour le développement de la pêche côtière, il pourrait être un moyen de valoriser la production par une labellisation de type « A.O.C », et bénéficier d'un droit à l'expérimentation dans la gestion de la ressource halieutique.

Le Parc Marin pour sa mission de conservation s'appuiera sur le concept de gestion intégrée, rejoignant de ce fait l'objectif initial du groupe de travail.

La plaisance : ne pas rester en rade

La saturation de l'existant et la croissance de la filière se traduisent par une réelle tension entre l'offre et la demande.

Aujourd'hui la capacité d'accueil du littoral du Pays de Brest est de 6 700 places (ports et mouillages autorisés), auxquels viennent s'ajouter 2 600 mouillages sauvages.

Plusieurs projets existent à court terme : l'Aber Wrac'h (300 places), l'Aber Ildut, le port du Château et l'extension limitée (100 places) du Moulin Blanc.

L'insertion, souvent difficile, des ports de plaisance dans l'environnement, constitue le principal obstacle à l'extension et à la création de nouvelles infrastructures.

Les ports de plaisance participent à l'attrait urbain spécifique du littoral et à l'animation de son économie touristique.

Quelques solutions alternatives : extensions des ports existants, aménagement de friches portuaires, réorganisation des zones de mouillages, stockage à terre, port à sec...

LA PROPOSITION DU PAYS DE BREST

Présentation du groupe projet

Les acteurs et les partenaires du projet : Pays Maritime de Brest

Collectivités et institutions : les EPCI du Pays de Brest, le syndicat mixte du SCOT,

le CG 29, le PNRA, la DIREN, la chambre d'agriculture,
la CCI...

Organismes scientifiques : le Pôle analytique des eaux, le laboratoire GEOMER (IUEM)

de formation IFREMER, le Conservatoire botanique, le Centre de Droit et d'Economie de la Mer (CEDEM), Océanopolis, l'IFEN, l'Institut de Géoarchitecture, etc.

Structures opérationnelles : l'ADEUPa, le service Rade (PPNS), l'Agence des Abers, le GIE Littoralis, les chargés de mission NATURA 2000, le Centre Permanent d'Initiation à l'Environnement (CPIE), Nautisme En Finistère (NEF), le Comité local des pêches, le Conservatoire du littoral, etc.

Les associations : Bretagne vivante, Eaux et Rivières, Association de protection des sites des Abers...

DESCRIPTIF DU PROJET

Le plan de développement durable du littoral a pour territoire d'application un périmètre précis.

Il traite des actions qui touchent à la préservation, l'exploitation et la mise en valeur de l'ensemble des ressources des espaces littoraux.

Cependant le territoire d'application des mesures qu'il préconisera, varie en fonction des sujets concernés :

- ensemble du territoire : exemple, le réseau d'observation et de veille
- infra - territoire, ex: bassin versant pour les abers et la RADE, agglomération pour les politiques de déplacements ou d'implantation de zones d'activités, communautés communes pour la rénovation du patrimoine.
- extra- territoire : actions sur la presqu'île de Crozon ou sur la baie de Goulven

OBJECTIFS GENERAUX d'un Plan de développement durable du littoral du Pays de BREST

En s'appuyant sur un partenariat intégré, construire un ensemble de dispositifs et d'outils cohérents qui reposeront sur des orientations politiques partagées. Ce projet sera ensuite soumis au débat et à l'adhésion des partenaires du projet :

- Une CHARTRE d'objectifs à 10 ans de la gestion intégrée du littoral du pays de BREST, comportant des orientations politiques précises sur les axes suivants :
 - Le capital environnemental
 - La gestion de la croissance des activités
 - Les enjeux économiques de la mise en valeur du littoral
 - Les principes de la gouvernance à mettre en place
 - La gestion pérenne
 - Les principes juridiques

UN PLAN D'ACTIONS coordonnées entre les maîtres d'ouvrage compétents :

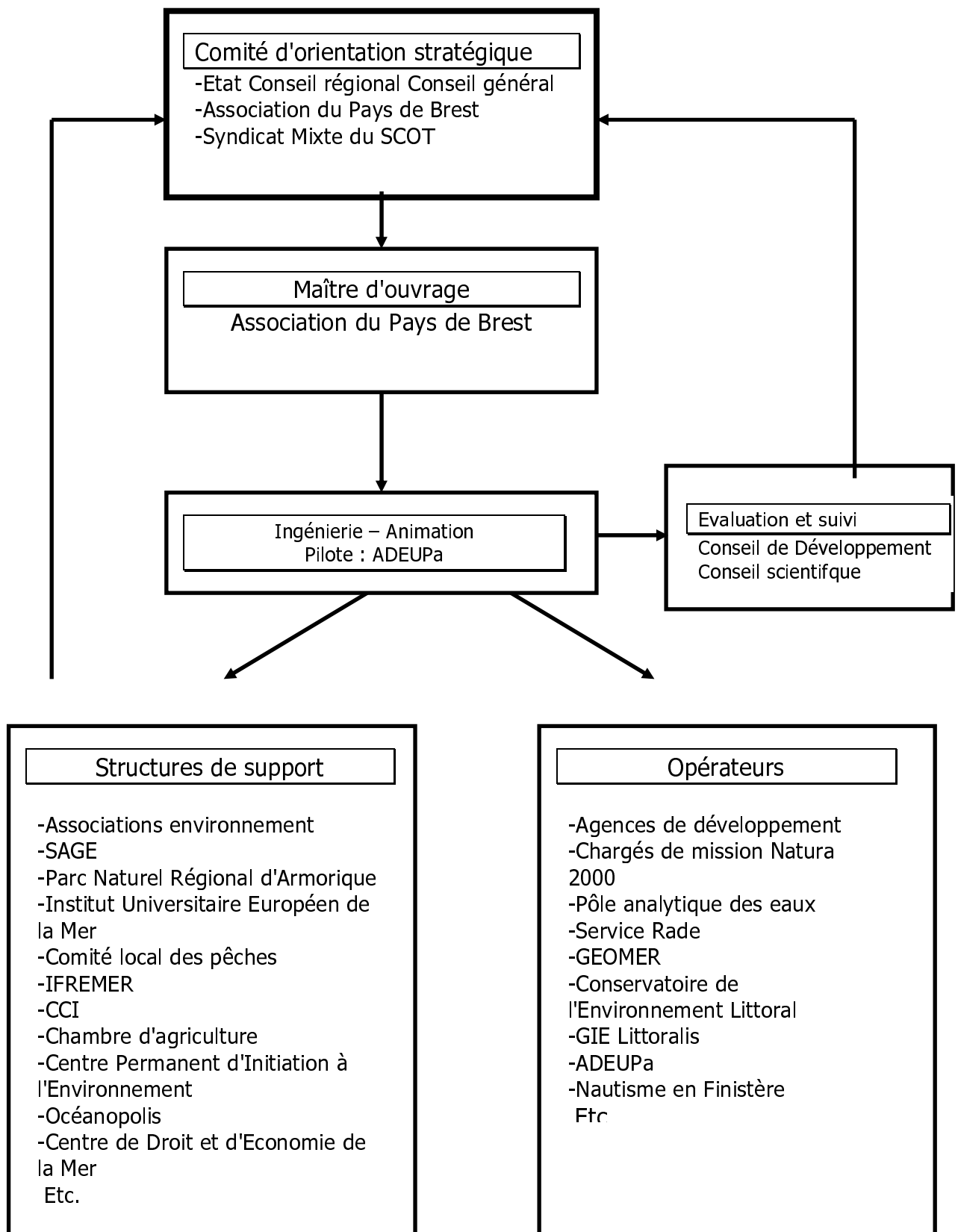
Ceci est un avant-projet de plan d'action qui a vocation à servir de support à la concertation organisée avec l'ensemble des élus, des acteurs socio-économiques et associatifs concernés par le devenir du littoral du pays de Brest, dans le cadre du futur dispositif PROJET :

1. Élaborer un schéma de mise en valeur du littoral, volet du futur SCoT
 2. Restaurer, aménager et gérer les milieux estuariens et marins
 3. Soutenir les acquisitions foncières pour la protection du littoral
 4. Gérer durablement les espaces naturels
 5. Mettre en valeur ou réhabiliter les sites emblématiques
 6. Maîtriser l'évolution des estrans
 7. Développer la plaisance et la filière nautique

 8. Maintenir et restaurer la compétitivité des ports
 9. Structurer les filières touristiques et émergentes
 10. Monter des opérations d'équipements, de loisirs et d'amélioration de l'habitat
 11. Construire un réseau maillé de pistes cyclables et voies vertes
 12. Concevoir et mettre en oeuvre un plan qualité des plages
 13. Promouvoir la qualité urbaine et paysagère
 14. Élaborer une charte de la communication
 15. Mettre en place des outils de gestion (réseau de veille, SIG, etc.)
-
- Le Projet de PROTOCOLE, à portée juridique dans le cadre d'une expérimentation d'exercice de compétences (loi sur la décentralisation), entre les acteurs afin d'organiser l'exercice coordonné des responsabilités et initiatives.
En s'appuyant sur la convention des nations unies du 10 décembre 1982, sur la convention sur la diversité biologique de RIO de 1992, et sur la recommandation du Parlement européen de 2002, il devra notamment :
 - Préciser le champ géographique, les limites juridiques
 - Privilégier la concertation permanente et la participation.
 - Définir les modalités de coordination, de protection et d'utilisation des zones côtières, d'exercice des activités économiques et urbaines.
 - Définir les instruments communs de gestion intégrée et leur statut juridique
 - Définir les politiques foncières intégrées.
 - Définir les modalités de généralisation de l'expérimentation.

L'ORGANISATION DU PROJET

Organigramme du projet



DEROULEMENT des PRINCIPALES PHASES DU PROJET

PHASE	Durée cumulée : 18 mois	Coût total de l'ingénierie	Apport des financeurs
Mise en place du dispositif de pilotage concerté	1 mois	240 000 E	Etat : 60 000 E C.Régional : 60 000 E. C.Général : 60 000 E Communautés : 60 000 E
Définition d'une méthodologie complète intégrant toutes les phases du projet	3 mois		
Mise en place d'outils d'ingénierie et de communication	5 mois		
Participation aux échanges d'expérience	permanent		
Elaboration de propositions d'outils de gestion intégrée	10 mois		
Finalisation, validation par les partenaires et évaluation de la démarche	6 mois		

Présentation du groupe projet et ses partenaires

LES PARTENAIRES

GROUPE STRATEGIQUE

ETAT : Préfet du Finistère et Préfet Maritime
CONSEIL REGIONAL
CONSEIL GENERAL
BREST métropole océane
ASSOCIATION DES COMMUNAUTES DU PAYS DE BREST
1 représentant par Groupe

MAÎTRISE d'OUVRAGE DU PROJET

ASSOCIATION DES COMMUNAUTES DU PAYS DE BREST

INGENIERIE

ADEUPa- Agence de Développement et d'Urbanisme du Pays de Brest, pilote
Services des Communautés du Pays de Brest
et Agences de Développement

Groupe « RECHERCHE et DEVELOPPEMENT »

TECHNOPOLE BREST-IROISE.
IFREMER
UBO
IUEM -Institut universitaire européen de la Mer
CEDEM -Centre de Droit et d'Économie de la Mer
CEDRE
EPSHOM
INRA
CNRS
GIE littoralis
Océanopolis
IFEN
ESMISAB

...

Groupe « institutions »

CONSEIL RÉGIONAL
CONSEIL GÉNÉRAL
Marine nationale
COMMUNAUTES du Pays de BREST
Services de l'ÉTAT
Conservatoire du littoral
PNRA
SAGE des bassins versants
Communautés limitrophes du Pays (Kernic et Châteaulin)
Commune d'OUESSANT

Groupe «ingénierie et opérateurs»

AGENCES DE DEVELOPPEMENT (ABERS, ADET, etc.)
Mission NATURA 2000
Pôle analytique des eaux
Service RADE de la CUB
Conservatoire botanique
Nautisme en Finistère
GEOMER
Groupe SIG du Pays de Brest
Comité des pêches

Groupe « Démocratie et développement durable »

Océanopolis
Bretagne vivante
SEPNB
Conservatoire botanique national
CPIE -Centre permanent d'Initiation à l'Environnement
Comité des pêches
Groupements touristiques.
Associations du patrimoine
Centres nautiques et classes de mer
Associations d'usagers

Conseil de Développement

80 membres

Conseil scientifique

A créer à partir de celui du Contrat de Baie de la Rade de Brest